

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
LLOYD'S DE LONDRES

ORGANISATION
D'ASSURANCES TERRESTRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÉCONOMIQUE

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 24 Janvier 1921, à 3 heures 1/2

PAR

HENRI VACHERET

Président : M. C. PERREAU

Suffragants : MM. PERCEROU, } professeurs.

~~ABLI~~

Germain Martin - agrégé

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT ET C^{ie}

ÉDITEURS

19, RUE CUJAS ET 10, RUE VICTOR-COUSIN

1920

THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÉCONOMIQUE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547121_0091

LE
LLOYD'S DE LONDRES
ORGANISATION
D'ASSURANCES TERRESTRES



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE LLOYD'S DE LONDRES

ORGANISATION D'ASSURANCES TERRESTRES

INTRODUCTION

Il n'est personne qui ne prête une attention spéciale à la réalisation et aux clauses du moindre contrat, tant il semble que toute convention écrite emprunte un caractère de gravité sans égal, en liant les parties d'une façon plus formelle et plus stricte. Il s'agit là d'une impression que chacun de nous a pu voir se manifester à maintes reprises.

Cependant, et cela est plus particulièrement exact en France, il est un contrat à qui l'on n'accorde, au contraire des autres, qu'une attention très superficielle : c'est le contrat d'assurances. Alors qu'on étudie avec soin tous les termes formulant les conditions d'un engagement quelconque — et avec raison puisqu'il s'agit de se pénétrer des droits que cet engagement peut conférer, comme des devoirs auxquels il astreint — on se soucie beaucoup moins de la police d'assurances, qui permet pourtant d'avoir, malgré les circonstances malheureuses, la certi-

tude de la conservation d'une richesse présente. On se trouve donc là en présence d'un contrat singulièrement important, et on ne consent point à lui assigner, dans les préoccupations de la vie contractuelle, une place aussi favorisée que celle qu'on donne à une reconnaissance de prêt ou de louage ; on considère que la question manque d'intérêt (sauf en ce qui concerne le montant des primes que l'on trouve toujours trop élevé eu égard à la garantie accordée). On y laisse glisser des inexactitudes, des erreurs, des fausses déclarations, et on est très étonné de se voir opposer, lors d'un sinistre, des causes de déchéance dont on rejette souvent la responsabilité sur l'assureur et dont on devrait reconnaître qu'elles sont la conséquence presque obligée de la légèreté avec laquelle ce contrat a été souscrit.

Il est utile de relever aussi la méfiance manifestée par beaucoup d'esprits envers l'assurance en général, méfiance qui cherche à s'appuyer sur des motifs offrant certaine consistance, mais dont la cause profonde est la soi-disant mauvaise foi des assureurs « qui reçoivent toujours mais ne payent jamais ». Il faut avouer que, si parfois la Compagnie d'Assurances soulève des arguties contestables, elle fonde son refus le plus souvent sur des raisons absolument irréfutables...

Nous n'entrerons d'ailleurs dans aucune polémique et nous constaterons que si l'on ne discute plus guère l'utilité de l'assurance, en revanche on continue à ne lui

reconnaître qu'un caractère secondaire dans tous les milieux et à propos de tous les risques. Nous ne rechercherons pas plus les causes de cet état d'esprit ; aussi bien cette étude dépasserait le cadre de notre question et ne lui apporterait aucune lumière ; mais constatant encore ce fait, nous le mettrons en opposition avec les pratiques d'un pays qui a élevé l'assurance au rang d'une science, et qui en a fait en tout cas une industrie qui n'a pas peu contribué à sa prospérité et à sa réputation en affaires, nous voulons parler de l'Angleterre.

C'est dans ce pays, en effet, que malgré les quelques précédents antiques ou modernes qu'on pourrait invoquer, est véritablement née et s'est développée l'assurance. C'est là qu'elle a trouvé un milieu exceptionnellement favorable à son épanouissement : elle y a été comprise et appréciée à sa juste valeur, et encore aujourd'hui c'est d'Angleterre que le monde entier reçoit des leçons à cet égard.

Nous dirons plus tard les circonstances, qui ont fait la fortune des associations d'assureurs, mais nous ferons dès maintenant entre elles deux grandes distinctions ; nous séparerons la *Compagnie d'assurances*, assez semblable à celles que nous observons en France, du *Lloyd's*, groupement absolument particulier, n'ayant son équivalent nulle part, et nous nous proposerons d'étudier les règles précises auxquelles ce seul groupement obéit.

D'autre part, parmi les nombreuses opérations pra-

tiquées par le Lloyd's, nous négligerons volontairement certaines d'entre elles qui ont déjà été étudiées très à fond dans une thèse précédente (1) : assurances maritimes, publications intéressant les milieux maritimes... et nous nous attacherons uniquement — sauf dans la partie historique que nous serons obligé d'envisager d'un point de vue général — à dégager les modalités auxquelles est soumise la souscription des *contrats d'assurances terrestres* (*Lloyd's Underwriters' Fire & non-Marine assurance*).

Telle est la question dont nous allons essayer de montrer les aspects aussi nombreux qu'importants et au sujet de laquelle nous nous efforcerons de jeter le plus de lumière possible sur une organisation généralement ignorée d'un public qui aurait le plus grand intérêt à en faire une étude approfondie.

(1) Paul Govare. — *L'Assurance maritime anglaise* (1904).

PRÉLIMINAIRES

DIVISION DE CETTE ÉTUDE

Il nous paraît utile, avant d'entrer dans le cœur de notre sujet, et afin de jeter un peu plus de clarté sur son développement, d'indiquer comment nous pensons l'envisager.

Nous diviserons notre étude en quatre parties :

a) Dans la première nous traiterons, — assez rapidement d'ailleurs bien qu'en indiquant tous les points essentiels, — de l'origine du Lloyd's et de son histoire jusqu'à nos jours, ce qui nous permettra de faire saisir plus facilement les causes et les raisons de certaines règles particulières encore actuellement en vigueur.

b) La deuxième aura pour objet le fonctionnement de l'organisation définie par son histoire. Ce sujet se divisera lui-même en trois parties :

1° Etude des organes qui coopèrent à l'activité du Lloyd's. Fonctions et responsabilités de chacun de ces organes.

2° Etude de la formation, de la souscription et de la régularisation des contrats.

3° Etude des droits acquis et des risques garantis par l'examen des clauses usuelles et des formes habituelles.

c) Dans la troisième nous examinerons l'action du Lloyd's hors du Royaume-Uni, à deux points de vue :

1° D'une façon générale dans le monde entier, en recherchant par quels moyens le Lloyd's s'est imposé partout.

2° Plus spécialement en France, tant au point de vue de son adaptation à la législation française qu'à celui des difficultés d'ordre économique que sa pratique soulève.

d) La quatrième partie sera réservée à l'étude comparée de l'assurance pratiquée par le Lloyd's et par les Compagnies françaises. Nous y ferons ressortir :

Les différences observées dans la forme et la réalisation des contrats ;

Les différences observées dans l'étendue des garanties ;

Et l'infériorité générale des pratiques françaises, et nous essayerons d'indiquer les améliorations qu'on pourrait apporter au système français.

PREMIÈRE PARTIE

L'HISTOIRE DU LLOYD'S

La meilleure manière de définir le Lloyd's est, nous semble-t-il, d'examiner les circonstances qui ont présidé à sa formation et les conditions dans lesquelles il s'est développé.

Nous jetterons auparavant un rapide coup d'œil en arrière, sur les origines lointaines de l'assurance, ce qui nous permettra de faire constater l'état de la question au moment où le Lloyd's est apparu et le pas décisif qu'il a fait franchir à ce genre de négoce.

Les Phéniciens connaissaient-ils l'assurance? Il est permis de le supposer, bien que le fait ne soit pas absolument prouvé. — Les Romains la pratiquaient-ils dans un autre but que celui d'effectuer un prêt à la grosse? On ne saurait pas plus l'affirmer (consulter Emerigon sur le *nauticum foenus*). — Un premier document certain, relatif à la question se trouve dans le Talmud de Babylone où il est fait allusion à une espèce de mutuelle entre

marins (cité par Desjardins dans la traduction de Rabbimowicz). — Puis, plus rien jusqu'à la fin du xiv^e siècle, époque à laquelle on retrouve trace au Portugal de la fondation d'une mutuelle contre les accidents de mer. A partir de ce moment on rencontre une réglementation assez stricte des conditions de l'assurance, tant au Portugal qu'en Italie (réglements de Florence, Ancône, Pise, etc.,) ou qu'en France (Guidon de la Mer).

En ce qui concerne l'Angleterre, le contrat d'assurance y fut introduit par des Hanséates, fixés à Londres, qui importèrent dans leur nouvelle résidence les coutumes commerciales de leur pays. De même, de riches Lombards chassés de leur patrie par les troubles intérieurs avaient monté à Londres d'importantes maisons de banque, qui souscrivaient, à titre secondaire, des polices d'assurance. Mais ces étrangers, ayant encouru la jalousie des personnages influents de la Cour d'Angleterre, furent expulsés par Elisabeth à la fin du xvi^e siècle. A ce moment, le commerce passe aux mains des Anglais, mais seuls continuent à souscrire des polices les Banquiers de Lombard Street. (1)

Or, vers 1688, alors que les premiers établissements nommés « cafés » commençaient à faire leur apparition à Londres, on relève le nom de l'un d'eux qui allait avoir une fortune singulière : Edward Lloyd voyait se réunir

(1) On conserve à la Bibliothèque Bodléienne d'Oxford un contrat daté de 1613.

chez lui les marchands exportateurs et importateurs qui se livraient là à leur négoce, y pratiquaient les ventes aux enchères, y faisaient leurs publications. Quand des commerçants spéciaux, outre les banquiers de la rue des Lombards, eurent l'idée de souscrire des assurances, ils vinrent tout naturellement se réunir à l'endroit où ils étaient sûrs de rencontrer leurs clients éventuels, au *Lloyd's Coffee*, dans Tower Street.

Celui-ci, quelques années plus tard, est transféré en plein centre des affaires, dans Lombard Street, au coin d'Abchurch Lane, et à partir de ce moment (1692) devient presque officiellement le lieu où se traitent toutes affaires d'assurances maritimes et de ventes de navires (l'Amirauté y annonce les mises à l'encan).

Mais pour permettre aux assureurs de se prononcer avec certitude et rapidité sur une affaire qu'on leur propose, il leur est nécessaire d'avoir des informations précises et récentes sur tous les navires navigant à l'époque. Lloyd créa à ce sujet un journal intitulé *Lloyd's news* où, indépendamment de renseignements d'ordre technique, il fournissait des aperçus sur les événements politiques (en sachant les critiquer à l'occasion). Des parlementaires s'émurent de la publicité donnée à ces événements et les *Lloyd's news* disparurent en 1696. — Les dernières nouvelles étaient aussi lues au fur et à mesure de leur arrivée, du haut d'une chaire, par un garçon de café (*waiter*).

La prospérité de l'établissement allait donc s'affirmant chaque jour davantage quand se produisit la série des kracks de 1720-1721 : une multitude de sociétés financières de tous ordres s'étaient fondées — comme d'ailleurs en France un peu auparavant — sans autres buts ou moyens que ceux que l'imagination de leurs auteurs leur avaient fixés. Parmi elles, quelques Compagnies d'assurances (certaines garantissant des risques invraisemblables tels que le mensonge, les infortunes conjugales, etc...) subirent le sort commun et furent englouties dans la grande crise.

Pourtant deux d'entre elles résistèrent et se virent concéder des lettres patentes de Georges I^{er} qui, entre autres clauses, leur donnaient le monopole, *comme société*, de souscrire des contrats d'assurances maritimes. Grand émoi chez les assureurs du Lloyd's Coffee qui, bien que conservant le droit, *comme particuliers*, de se livrer à leurs opérations, voient se dresser devant eux une concurrence redoutable. Mais malgré leurs protestations et le procès qu'ils intentent, le privilège de la *London Assurance Corporation* et de la *Royal Exchange Assurance Corporation* est maintenu.

En présence de ce danger, les assureurs individuels s'organisent. En 1726 les Lloyd's news reparaissent sous le nom de *Lloyd's List* (qui existe encore actuellement) avec des informations très complètes sur les cours des changes, les valeurs commerciales et industrielles, l'état

de la mer, les arrivées et départs de navires, les sinistres, les prises, etc... Des correspondants lui envoient des courriers réguliers des principaux points du monde.

C'est alors — dans le deuxième quart du XVIII^e siècle — que l'on assiste à une spéculation effrénée, résultant d'une déviation fâcheuse de l'idée d'assurance : on ne se borne plus à souscrire des contrats maritimes, on assure tous les risques et on en arrive peu à peu à une exagération déplorable en ce qui concerne leur nature. On joue littéralement sur la survenance d'un événement incertain, on assure la vie ou la mort d'un personnage, la naissance d'un fils ou d'une fille, etc... Ces contrats, appelés *wager policies* sont moins fréquents de nos jours mais n'ont pas totalement disparu. De 1914 à 1918 on a beaucoup assuré la fin ou la continuation de la guerre pour ou au-delà d'un terme donné.

Ces paris — car il n'y a pas autre chose dans ces soi-disant contrats — ont pourtant établi la réputation du Lloyd's mieux que les plus importantes et les plus sérieuses polices qu'il a pu souscrire. Ils n'en constituaient pas moins des abus que les clients de l'avisé cafetier de Lombard Street voulurent réprimer.

Et nous arrivons à une date fondamentale dans l'histoire du Lloyd's qui établit à ce moment une organisation presque définitive. En 1771, dans le but que nous venons de signaler, 79 assureurs constituent, sous la présidence de Van Mierop, un cercle dont ils confient l'adminis-

tration à un Comité de 9 membres. Chaque assureur devait verser un droit d'entrée de 100 £ et une cotisation annuelle de 20 £. Le cercle s'installe d'abord à Pope's Head Alley, puis, en 1774, se transporte dans les locaux du Royal Exchange qu'il a toujours occupés depuis. Pour conserver les traditions acquises, on installe une salle publique rappelant le Lloyd's Coffee, à côté de salles privées de délibérations, et on conserve à certains employés le nom de *waiters*.

S'ouvre alors une période à la fois néfaste et triomphale, qui s'étend de 1775 à 1815. On y enregistre un nombre formidable de sinistres qui atteignent une importance considérable ; les naufrages et les prises se multiplient avec les guerres incessantes ; l'exemple classique est celui de la perte de la « Lutine » (10 octobre 1799) renfermant 25 millions d'or monnayé (1). Mais on enregistre aussi la facilité et la loyauté avec lesquelles le Lloyd's opéra les règlements qui lui incombait. Cette période décide de sa popularité et de sa fortune : c'est maintenant un organisme — ayant une autorité officielle indépendamment de sa puissance financière — qu'on consulte sur les graves questions intéressant le commerce, sur les traités à conclure avec l'étranger...

D'ailleurs son organisation intérieure, qui péchait par trop de lacunes, est codifiée en 1811 ; il est alors régi par

(1) On voit encore au Lloyd's des débris de ce bateau, ainsi que la cloche du bord.

un comité de 12 membres élus, sortant à tour de rôle par quart, dont 3 sont chargés de la trésorerie. Ces 12 membres reçoivent une indemnité annuelle de 200 £. Ils doivent assurer une permanence d'au moins 1 membre. — Le service matériel est assuré par des garçons (*waiters*) et par 3 patrons (*masters*) qui encaissent les cotisations et en retour paient le loyer, fournissent le matériel et le mobilier, publient les informations, assurent le service de la correspondance. — Chaque membre du Lloyd's est élu au scrutin secret après sa présentation par 6 par-rains ; il verse 25 £ de droit d'entrée et est astreint à une cotisation annuelle de 4 £ pour lui ou chacun de ses fondés de pouvoirs. (Il y a à cette époque 1.600 membres inscrits au Lloyd's).

De 1811 date également la création, dans tous les ports du monde, des agents représentant la corporation, ils sont choisis avec un soin extrême et sont chargés de veiller à la sauvegarde des intérêts de leurs mandants dans toutes les circonstances où ces intérêts peuvent se trouver engagés.

Il convient de relater ici, un peu en marge de l'histoire du Lloyd's proprement dite, les deux phases d'une lutte à laquelle il prit une part très considérable.

En 1810, de puissantes Sociétés (Cie du Globe, Syndicat des Négociants), envieuses des bénéfices réalisés par les deux compagnies à charte, parviennent à faire déposer aux Communes un projet de loi visant à la suppression

du monopole de 1720. Malgré un avis favorable de la commission nommée à ce sujet (qui avait constaté que 50 0/0 des risques offerts restaient à découvert) la Chambre des Communes, sous l'influence de Marryat, président du comité du Lloyd's, rejeta le *bill* proposé. — Il est curieux de constater que les plus chauds défenseurs des Compagnies étaient leurs anciens détracteurs, qui avaient depuis longtemps compris l'avantage de n'avoir dans leurs opérations que deux concurrents.

Mais en 1826, le banquier Nathan Rothschild crée une Compagnie d'assurances sur la vie, y adjoint un service d'informations et demande la liberté de faire des assurances maritimes. Le Lloyd's eut beau développer toutes ses influences, celles du riche banquier l'emportèrent ; et l'édit de 1720 fut définitivement abrogé. Pour en terminer avec cette parenthèse, ajoutons que cette abrogation, si elle permit à de nombreuses Compagnies de se créer et de se développer (1), ne nuisit en rien à la prospérité du Lloyd's, qui est aujourd'hui plus puissant que jamais.

Revenons aux événements intéressant plus directement l'association.

En 1838, l'édifice du Royal Exchange fut détruit par un incendie et les importantes archives du Lloyd's en grande partie anéanties. (Notons en passant que la Reine

(1) Il y eut, en effet, une multitude de Compagnies qui naquirent à ce moment, dont beaucoup sous la forme de mutuelles entre négociants ou armateurs. Un certain nombre ont disparu depuis, mais la plupart existent toujours.

Victoria tint à présider elle-même en 1844, l'inauguration du nouvel immeuble où l'association se réinstalla aussitôt.

Depuis, le Lloyd's a été l'objet de deux grandes décisions officielles :

Le 25 mai 1871, il est constitué en Compagnie et la personnalité civile lui est accordée par le *Lloyd's act*. — Puis, en 1911, un nouvel édit étendant les objectifs de la Société vient modifier le premier en élargissant ainsi le champ d'action ouvert à son activité :

« L'exercice, par les membres de l'association, des affaires d'assurances de toutes espèces, y compris les opérations de garantie ;

« Le développement et la protection des intérêts des membres de la Société en ce qui a trait aux opérations effectuées par eux comme membres de la dite Société et se rapportant à la navigation, aux cargaisons et frets et à toute autre propriété assurable ou intérêts assurables ou autrement ;

« Le rassemblement, la publication et la diffusion de renseignements et d'information ;

« L'exécution de tout autre acte relatif ou contribuant à l'accomplissement des buts de la Société ».

Telle est la dernière législation qui régit l'institution et nous en avons ainsi terminé avec l'étude de l'histoire du Lloyd's.

ANNEXE A L'HISTOIRE DU LLOYD'S

Pourtant, nous tenons à dire un mot, avant de passer à l'examen des règles intérieures qui président à son fonctionnement, sur les fonctions commerciales ou extra-commerciales, autres que l'assurance, qu'il a assumées depuis sa fondation.

D'abord, la création du service d'informations est des plus intéressantes. Indépendamment de la Lloyd's List, les Assureurs établissent vers 1774 un registre de navigation, leur permettant d'avoir tous renseignements sur les navires garantis, c'est le *Lloyd's Register of Shipping* (1), installé aujourd'hui Fenchurch Street 71.

Actuellement, de nombreux documents émanant du Lloyd's sont devenus des formulaires classiques et d'usage universel dans le monde de la navigation et de l'assurance. Parmi les documents publiés par le Lloyd's, nous mentionnerons : *Lloyd's Average Bond* (2), *Lloyd's Bottomry Bond* (3), *Lloyd's Respondentia Bond* (3), *Lloyd's General Deposit Receipt* (4), *Lloyd's Standard Form of Salvage Agreement* (5), etc., plus une quantité de documents modèles à usage du commerce.

(1) Registre de navigation.

(2) Table des cours moyens des entrepôts.

(3) Contrats de prêts à la grosse.

(4) Reconnaissances de dépôts.

(5) Formulaire de règlements de sauvetage.

Nombre d'ouvrages sont également publiés par la Corporation : *Lloyd's List*, *Lloyd's List Weekly Summary* (1), *Lloyd's Weekly Index* (2), *Lloyd's Confidential Index* (3), *Lloyd's Calendar* (4), *Lloyd's Book of House Flags and Funnels* (5), *Lloyd's Report of Prize Cases* (6).

Les ouvrages intitulés : *The Mercantile Navy List* (7), *The International Code of Signals* (8) et *Signal letters of British Ships* (9), édités par le Secrétaire Général des Marins, sont publiés par le Lloyd's.

Un registre des Capitaines existe à Royal Exchange, où l'on trouve des renseignements confidentiels sur les services des capitaines de la marine marchande. Ce registre est à l'usage des membres-souscripteurs de l'Association.

Un bureau de renseignements fournit aux parents des hommes d'équipages ou des voyageurs des informations sur les mouvements des navires qui les intéressent.

D'autre part, tant pour faciliter ce service d'information que pour donner de nouvelles instructions aux navires en route, ou leur apporter plus de sécurité en maintenant le contact entre eux et la terre, le Lloyd's a fait établir des stations sémaphoriques et radio-télégraphiques sur

(1) Sommaire hebdomadaire de la Lloyd's list.

(2) Index hebdomadaire du Lloyd's.

(3) Index confidentiel du Lloyd's.

(4) Calendrier du Lloyd's.

(5) Livre des pavillons et steamers.

(6) Liste des cas de prises.

(7) Listes des navires marchands.

(8) Code international des signaux.

(9) Signaux des navires britanniques.

un grand nombre de points importants des côtes du Royaume-Uni et à l'étranger.

On peut relever aussi, à l'honneur du Lloyd's, d'avoir su s'employer à des œuvres d'une grande portée humanitaire ou patriotique.

Sans compter la création de médailles ou de bourses en faveur de ceux qui ont contribué à des sauvetages en mer, il est nécessaire de mentionner au moins son organisation privée de bateaux de sauvetage, et ses souscriptions en faveur des familles des victimes des guerres de l'Empire (en 1803 : 883.000 £).

Au cours de la dernière guerre, les membres du Lloyd's souscrivirent plus de 115.000 £ qui furent versés au *Lloyd's Patriotic Fund*. Puis :

£ 38.533 pour le fonds du Service d'ambulance français.

£ 16.044 pour le fonds du Roi Georges au profit des marins.

£ 12.244 pour le fonds Mémorial National de Lord Kitchener.

£ 9.969 pour l'asile de Saint-Quentin pour soldats et marins aveugles.

£ 6.912 pour le fonds au profit des ramasseurs de mines.

£ 46.859 pour le fonds au profit des cantines et baraques Y. M. C. A.

£ 100.000 pour les Sociétés anglaises et alliées de la Croix rouge, etc., etc.

DEUXIÈME PARTIE

L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DU LLOYD'S

Nous avons indiqué plus haut très sommairement comment nous entendions traiter cette partie. On trouvera ici quelques précisions sur le plan adopté :

TITRE PREMIER. — Un premier développement nous servira à montrer quels sont les organes qui coopèrent à l'activité du Lloyd's et quelle est la responsabilité de ces organes. — Nous examinerons là, successivement, en autant de chapitres :

1° *Les organes intérieurs de l'Association* : les Souscripteurs qui en constituent l'élément essentiel, le Comité qui administre et assure la fidèle observation des règles traditionnelles, le Personnel qui assure le travail intérieur.

2° *Les organes extérieurs à l'Association* mais qui contribuent à la marche des affaires, c'est-à-dire les Courtiers (*Brokers*) en définissant leur rôle et leur responsabilité.

TITRE II. — Un second développement fixera les conditions dans lesquelles les contrats souscrits au Lloyd's se forment et se régularisent. Nous y verrons :

1° Comment, ayant un risque à assurer, il faut s'y prendre pour le présenter aux Souscripteurs et quelles conditions sont requises ; comment ceux-ci l'examinent, sur quelles bases ils fondent leur appréciation, comment ils donnent leur acceptation.

2° Comment le contrat se réalise au fond et dans la forme.

3° Comment les sinistres sont déclarés, vérifiés et réglés.

TITRE III. — Nous nous demanderons alors quels sont les caractères et les qualités du contrat ainsi formé. Nous examinerons cette question :

1° D'un point de vue général à tous les contrats en cherchant quels droits et quels devoirs ils confèrent ou imposent.

2° D'un point de vue plus spécial en nous appesantissant, à propos de chaque catégorie de risques garantis, sur les formules usuelles et sur les clauses principales habituellement employées.

TITRE PREMIER

LES ORGANES DU LLOYD'S

CHAPITRE PREMIER

LES ORGANES INTÉRIEURS

SECTION A

Les Souscripteurs ou « Underwriters »

L'organe essentiel du Lloyd's est le souscripteur (*underwriter*) ; c'est la réunion de tous les souscripteurs qui, en effet, constitue l'association que le bill de 1871 est venu le premier consacrer. Il nous faut donc étudier cet organe avec un soin extrême et nous le ferons :

- a) Au point de vue de son admission ;
- b) Au point de vue de ses fonctions et de ses obligations ;
- c) Au point de vue de sa responsabilité.

L'Admission. — Tout candidat doit être présenté par six parrains. Ses titres sont examinés par le Comité, qui

s'informe attentivement de son honorabilité et de sa surface financière. Puis il est procédé à un vote au scrutin secret, prononçant, à la majorité, l'admission ou la non-admission du candidat.

Le droit d'entrée est fixé actuellement à 500 £ et la cotisation annuelle à 30 £ pour chaque membre. Chaque fondé de pouvoirs (*substitute*), « membre non assureur », doit une cotisation de 15 £ après un droit d'entrée de 250 £. Le Comité peut, à son gré, exclure tout fondé de pouvoirs ayant donné lieu à une plainte.

Chaque membre assureur doit, d'autre part, déposer au Comité, qui en fixe le montant, un cautionnement consistant en titres de premier ordre et destiné à garantir ses obligations. Ces titres sont confiés à des dépositaires (dont la Société elle-même) et sont exclusivement disponibles pour l'acquittement des obligations contractées par les assureurs ; leur valeur s'élève actuellement à plus de 4.000.000 de £.

L'assuré trouve encore une sécurité supplémentaire en des garanties prises en conformité avec les prescriptions du ministère du commerce que nous aurons l'occasion d'étudier un peu plus loin.

Les Fonctions et les Obligations. — Chaque membre du Lloyd's souscrit pour son propre compte, des polices d'assurance de toute nature. Il faut bien remarquer, en effet, que ce n'est pas la Société du Lloyd's qui émet une police et en accepte les conditions ; cette opération est

propre au souscripteur. Celui-ci a d'ailleurs sa liberté complète et pourvu qu'il se soumette aux règlements intérieurs de la corporation, peut accepter ou refuser tel risque qu'on lui propose, réaliser tel contrat rentrant dans une catégorie déjà cataloguée (maritime, incendie, accidents) ou, au contraire, présentant une combinaison absolument inédite. De là la diversité des formules adoptées, si nombreuses qu'on a pu dire que le Lloyd's était un « vrai bazar des assurances ». Il est bien rare, en effet, qu'on n'y trouve pas la garantie correspondant à un risque quel qu'il soit et quelles que puissent être les circonstances, mêmes exceptionnelles, dans lesquelles il se présente.

Nous voyons donc que l'unique mais très importante fonction de l'underwriter est de souscrire des polices d'assurance. Mais relativement à cette fonction et indépendamment des conditions requises pour son admission et des engagements résultant des contrats eux-mêmes, l'assureur n'est-il astreint à aucune autre obligation ? La réponse nous est fournie par le règlement intérieur de la corporation qui s'est trouvé, depuis la loi de 1909, confirmé par le législateur.

Chaque membre du Lloyd's doit fournir annuellement au Comité un certificat d'un Commissaire-vérificateur publié et approuvé par le Comité (suivant formulaire agréé par le Ministère du Commerce) attestant que son actif et le cautionnement relatif à ses assurances sont

suffisants pour faire face à ses engagements et que ses primes sont déposées conformément aux conditions d'un acte fiduciaire approuvé par le Ministère du Commerce. Telles étaient les règles en vigueur en 1910 lorsque la loi de 1909 (applicable à dater du 1^{er} juillet 1910) que nous allons étudier maintenant, vint leur donner une force nouvelle.

Déjà la liberté complète de souscrire des assurances avait reçu auparavant des atteintes sérieuses, dans les lois de 1870 et de 1907, visant la première l'assurance-vie, la seconde l'assurance sur la responsabilité des patrons. Ces deux lois exigeaient un cautionnement en titres, la publication de comptes, etc... La loi de 1909 vint, en révoquant toute la législation préexistante, régir d'une façon générale la matière de l'assurance.

Néanmoins, comme il a semblé que les dispositions applicables à des Sociétés ne l'étaient pas aussi facilement à des particuliers comme les souscripteurs au Lloyd's, on a laissé à ces derniers — dans l'article 8 de ladite loi — la possibilité de se conformer à d'autres dispositions également fixées par l'article 8. En ce qui concerne l'assurance incendie et l'assurance accidents, ces prescriptions sont ainsi énoncées dans les paragraphes *a* et *b* dudit article :

1. Excepté dans les cas ci-après indiqués, chaque assureur doit remplir les conditions suivantes :

a) Il devra déposer et maintenir de la façon que le Ministère du Commerce jugera convenable, une somme de 2.000 £ pour chaque genre d'affaires. Le Ministère du Commerce pourra établir des règlements concernant le

paiement, remboursement, placement et traitement d'un dépôt, le paiement des intérêts et dividendes produits par ce placement de fonds et pour tout autre objet pouvant donner lieu à réglementation, suivant les termes du titre 2, § 6 de cette loi relativement à des dépôts faits par des Sociétés d'assurances. La somme ainsi déposée sera disponible exclusivement pour faire face aux sinistres payables en vertu des polices émises par l'assureur, tant que des obligations quelconques relatives à celles-ci n'auront pas été acquittées.

b) Il devra soumettre annuellement au Ministère du Commerce un compte rendu suivant la forme prescrite par ledit Ministère, où seront indiqués l'étendue et le caractère des affaires d'assurances incendie ou accidents effectués par lui.

2. Un assureur s'occupant d'affaires d'assurance incendie ou accidents pourra, au lieu de remplir les conditions ci-dessus énumérées, se conformer aux prescriptions suivantes ;

a) Toutes les primes d'assurances reçues par l'assureur ou en son nom, pour des affaires d'assurances incendie ou accidents ou de réassurances effectuées par lui, qu'elles soient réalisées séparément ou conjointement avec toute autre entreprise d'assurance pour laquelle des conditions spéciales ne sont pas prévues par cet article, seront placées, sans aucun partage, dans un dépôt de garantie, conformément aux dispositions d'un acte fiduciaire approuvé par le Ministère du Commerce.

b) Il apportera, en outre, un cautionnement donnant satisfaction au Ministère du Commerce (ou si celui-ci en disposait ainsi, donnant satisfaction au Comité de l'Association) et ce cautionnement ne sera disponible que pour faire face aux sinistres payables en vertu des polices émises par lui et relatives à des affaires d'assurance

incendie et accidents et toute autre affaire de caractère non maritime effectuée par lui et pour laquelle des conditions spéciales ne sont pas prévues par cet article. Le cautionnement peut être fourni sous forme de dépôt ou de garantie ou même en partie sous l'une et l'autre de ces deux formes. Le montant du cautionnement à fournir ne sera jamais au-dessous de la totalité des primes reçues ou recevables par l'assureur dans la dernière année précédente relativement aux affaires visées.

c) Les comptes de chaque assureur seront vérifiés annuellement par un Commissaire-vérificateur agréé par le Comité de l'Association et qui fournira audit Comité et au Ministère du Commerce un certificat dont la forme sera réglée par ce dernier.

d) A l'effet de ces dispositions, on entend par « affaires d'assurance de caractère non maritime » l'émission de polices concernant des objets d'assurance autres que ceux suivants :

Navires de tous genres (y compris chalands et bateaux dragueurs), cargaisons, frêts et autres valeurs qui peuvent légalement faire l'objet d'une assurance qui s'applique à des navires, cargaisons, frets, marchandises, denrées et propriété de n'importe quelle espèce assurée pour tout voyage par la voie de terre ou de mer ou par les deux voies et avec ou sans risques d'entrepôt ou autres risques semblables additionnels ou inhérents à un tel voyage.

Comme on peut le voir, ces dispositions sont d'un caractère alternatif ; celles des paragraphes *b* et *c* de l'article 8 (2) sont préférées par les assureurs à celles édictées aux paragraphes *a* et *b* (1) parce qu'elles correspondent presque identiquement aux règles observées avant la loi par la Corporation.

La Responsabilité. — La responsabilité du souscripteur relativement à ses opérations au Lloyd's peut être caractérisée en deux mots : elle est *personnelle* et *illimitée*.

Elle est personnelle en ce sens que les assureurs ne sont pas solidaires (ni en tant que membres de l'Association, ni en tant que co-assureurs d'un même risque) ; chacun s'engage, mais pour son propre compte, jusqu'à concurrence du montant garanti. D'ailleurs, quelle que soit la forme de la police émise, on y rencontre toujours la clause suivante : « Nous, assureurs, nous engageons pour notre propre part, mais non l'un pour l'autre... »

Elle est illimitée en ce sens que chaque membre est légalement responsable des engagements pris par lui suivant les polices d'assurances du Lloyds jusqu'à concurrence complète de ses moyens.

Ici, nous devons cependant signaler une dérogation au principe de la personnalité de la responsabilité :

Nous avons vu tout à l'heure que la loi de 1909 prescrivait aux assureurs :

1° Le dépôt d'une somme d'argent suffisante à dire de commissaires vérificateurs pour satisfaire aux obligations contractées par les assureurs pendant une année.

2° La constitution d'un cautionnement séparé s'élevant à la somme totale des primes reçues dans l'année même au sujet des assurances incendie, accidents ou de tout autre de caractère non maritime, qui sera destiné au paiement des sinistres si les fonds de garantie ci-dessus men-

tionnés et tous les autres actifs de l'assureur étaient épuisés.

Les garants, en ce qui concerne ce dernier cautionnement, sont les assureurs du Lloyd's qui sont responsables personnellement et solidairement jusqu'à concurrence de leur souscription (fixée par leur chiffre d'affaires) dans la garantie distincte de chaque année.

Les Groupes de Souscripteurs. — Ordinairement les assureurs ne demeurent pas isolés : ils se groupent entre eux en petit nombre (deux, trois, cinq, dix, douze...) et confient alors à l'un du groupe ou à un fondé de pouvoirs le soin de souscrire des montants sur les risques présentés, s'engageant à accepter dans tous les contrats souscrits un pourcentage fixe. Ce pourcentage est généralement égal pour tous les membres du groupe, s'il y a 7 membres dans le groupe, chacun d'eux acceptant $1/7$, s'il y en a 11, $1/11$; mais rien ne s'oppose (et cela arrive aussi souvent) à ce que les parts prises par chacun soient de valeur différente.

Ainsi, nous trouverons sur une police des souscriptions libellées de façon suivante :

£ 450	{	Assheton Pownall .	$1/6$	{	par A. Cecil Chapman.
		Henry G. Poland . .	$1/6$		
		Arthur Serena	$1/6$		
		Ernest E. Adams . .	$1/6$		
		Nieville O. Duke . . .	$1/6$		
		Arthur D. Bradford	$1/6$		

£ 1.000	{	John Slater.....	5/9	}	par E.-R.-R. Starr.
		J.-S. Cohen.....	2/9		
		Thomas Wilton...	1/9		
		Fredk Dobson.....	1/9		

Il faut remarquer que ces groupements ne modifient ni la responsabilité de chacun qui demeure purement personnelle, ni les garanties indiquées plus haut. Mais on trouve là une facilité dans le placement des risques, par suite des possibilités plus grandes d'absorption de groupes puissants.

Il arrive souvent que tels ou tels groupes se spécialisent dans un genre d'affaires qu'ils acceptent plus facilement que d'autres et auprès desquels on trouve une aide efficace, tant au point de vue de l'étude technique de l'assurance qu'à celui de conseils éclairés sur les améliorations à apporter à l'organisation matérielle de certaines industries.

Les courtiers (*ou brokers*) au Lloyd's ont l'habitude de présenter leurs affaires à un nombre restreint de groupes, sauf quand il s'agit de montants très importants nécessitant de nombreuses interventions. C'est un fait identique à celui qui se présente en France où chaque courtier travaille de préférence avec telle ou telle Compagnie auprès de qui il trouve plus de facilités de placement ou plus de rapidité d'exécution.

A titre documentaire nous indiquerons que la liste officielle des souscripteurs pour 1920 comprend environ 800 noms répartis en 181 groupes de 1 à 50 membres.

SECTION B.

Le Comité

§ 1^{er}

Etant donné ce qui a été dit plus haut, relativement aux fonctions des underwriters, on pourrait se demander l'utilité d'un groupement général, puisque chacun agit séparément et que la Société elle-même n'émet aucune police ni n'encourt aucune responsabilité de ce chef ? Quels sont les motifs qui ont déterminé l'Association ?

Nous retrouverons d'abord le but précis dans lequel le premier groupement effectif, en 1771, fut constitué : il s'agissait de mettre un terme aux abus constatés dans l'industrie de l'assurance et d'écarter les personnes peu recommandables qui se mêlaient aux assureurs sérieux.

Le *Lloyd's act* de 1911 nous indique un second but : le développement et la protection des intérêts des membres de la Société en ce qui a trait aux opérations effectuées par eux.

Nous avons vu également que la Société fournissait, au moyen d'un fonds commun, une garantie supplémentaire lorsque les garanties individuelles deviennent insuffisantes. Cette garantie n'a joué qu'une fois, il y a une quinzaine d'années : un groupe déjà très fortement éprouvé s'étant trouvé dans l'impossibilité de faire face à un nouveau et très gros sinistre, le fonds de réserve permit de remédier à la situation.

Nous signalerons enfin pour mémoire les opérations extra-commerciales que nous avons étudiées dans l'histoire du Lloyd's.

Au moyen de quel organe la corporation a-t-elle pu poursuivre la réalisation de ces objets ? Par qui, en tant que personne morale depuis 1871, a-t-elle été représentée ? — Le Comité du Lloyd's assume ces fonctions de représentation et de direction et nous allons voir de quelle autorité et de quels moyens il dispose.

§ 2.

FORMATION ET COMPOSITION.

Le Comité est constitué actuellement par un certain nombre de membres du Lloyd's élus par leurs collègues. La durée du mandat ainsi confié est d'une année, les membres étant indéfiniment rééligibles.

Nous signalerons ici qu'il existe au Lloyd's, à côté de cet organisme directeur à compétence générale, un Comité *Fire & non marine*, le seul que devrait strictement retenir notre étude, mais dont les attributions sont tellement réduites qu'elles ne sauraient nous donner une idée de l'importance du grand Comité. — Nous étudierons donc avec soin les fonctions et prérogatives de ce dernier et nous envisagerons ensuite en quelques mots les droits et devoirs du *Fire Comitee* (1).

(1) A titre documentaire, nous donnons ci-après la composition du Comité du Lloyd's pour 1919 :

Président : Charles Irving de Rougement ; Membres : Cécil Chalers

Les membres du Comité ne sont pas rémunérés sauf le président (*Chairman*) qui reçoit une indemnité en raison de l'assiduité très considérable à laquelle cette fonction l'astreint.

§ 3.

FONCTIONS.

1^o *Fonctions d'administration.*

A) *Admission.* — Le Comité, seul, nomme à l'élection, les souscripteurs présentés à son agrément.

B) *Nomination des Agents.* — Il nomme aussi les agents du Lloyd's dans le monde entier.

c) *Surveillance et Assainissement.* — Le Comité doit veiller à ce que les règles traditionnelles et légales soient scrupuleusement observées. Il a le devoir de réprimer les abus quels qu'ils soient auxquels pourraient être entraînés les membres de l'Association. De même qu'il est appelé à se prononcer, seul et en dernier ressort, sur l'admission des souscripteurs, il peut, quand il relève au sujet de l'un d'eux, soit dans sa personne, soit dans ses opérations, des incompatibilités avec le bon et loyal exercice de la profession, prononcer l'exclusion du membre défaillant, sans préjudice de la publication des faits qui ont motivé cette sanction.

Blogg, Ernest Edward Adams, Percy Janson, Ernest Edward St. Quintin, Walter Ernest Hargreaves, Arthur Campbell Allan, Sidney Alexander Boulton, Percy Graham Mackinnon, Arthur Lloyd Sturge, Edward Hicks Herwy John Fairrie Dumas; Secrétaire : Sir Edward F. Inglefield.

D) *Finances*. — Le Comité reçoit et contrôle le résultat des vérifications des comptes annuels des assureurs. Il est de plus, le trésorier de l'Association — par l'un des membres délégué à cet effet — et a de ce chef, les deniers de la corporation à sa disposition ; il les emploie sous sa responsabilité. — Il concentre également les fonds de souscriptions spéciales et les affecte suivant leur destination.

E) *Opérations extra-commerciales*. — Il prend les initiatives nécessaires, au sujet des dispositions extra-commerciales (bateaux de secours, médailles, postes radio-télégraphiques) et veille à leur exécution.

F) *Centralisation*. — D'une manière générale, il assure enfin le fonctionnement normal des différents services de l'association (assurances, publicité, informations).

2° *Fonction de protection des intérêts des souscripteurs et des porteurs de polices.*

Cette fonction découle des précédentes : la meilleure façon de protéger les intérêts des souscripteurs c'est de les unir et de donner à la force ainsi constituée, une représentation permanente et unique ; la meilleure façon de protéger les intérêts des porteurs de polices, c'est de maintenir chez les assureurs une discipline et des règlements intangibles. Le Comité répond à ces besoins.

3° *Fonction de représentation.*

Le Lloyd's est un corps constitué qui a besoin, en

maintes circonstances, de se trouver représenté, comme Société. C'est un ou des membres du Comité, ou le Comité tout entier, qui officiellement, est le représentant du Lloyd's.

§ 4

LE COMITÉ DE LA « LLOYD'S FIRE & NON MARINE ASSOCIATION ».

Celui-ci assume presque exclusivement des fonctions administratives, relatives d'ailleurs aux opérations propres à la sous-association : fonctions de surveillance, collecte des cotisations et autres sommes dues au Lloyd's Fire, observance des lois et usages, etc...

Il tranche également toutes les questions d'ordre technique présentant un intérêt général et dont la solution ne saurait être indiquée ou appliquée par un seul membre : difficultés d'application de certains tarifs, admission de nouvelles coutumes (comptes et règlements en monnaies étrangères par exemple, voir ci-après, p. 129), etc...

Au Comité est adjoint un secrétaire salarié qui centralise la correspondance et dirige le service technique (1).

(1) Ci-après les noms des membres du Comité Fire & Non Marine pour 1918 : Président : W. Faber ; trésorier : A. L. Sturge ; membres : S. J. Aubry, C. C. Blogg, W. C. Campbell, C. E. Heath, H. B. Hill, H. A. Nicholls, G. Simmons ; secrétaire : John Mc Nair.

SECTION C

Le Personnel subalterne.

Nous n'insisterons pas sur cette question ; il est évident qu'une association se livrant aux opérations multiples et importantes que le Lloyd's est amené à traiter, a besoin d'un nombre considérable d'employés de tous ordres. Mais nous désirons signaler l'organisation vraiment admirable qui préside à la distribution du travail. Point d'inutiles et point d'énergie perdue, la présence de chacun se justifie par une nécessité évidente et chacun sait ce qu'il a à faire. Toute une armée de commis, d'employés, de dactylographes, de comptables, de caissiers, de cyclistes, etc..., concourt à un labeur d'ensemble qui s'exécute sans heurt avec une célérité exemplaire. Effet concluant d'une organisation qui a su vouloir exiger un travail logique et éliminer tout élément non productif ; démonstration lumineuse qu'une administration peut s'affranchir des complications, de la lenteur, de la routine, et réaliser — ce qui pourra paraître un paradoxe inadmissible en France — un élément de progrès dans la branche d'activité où elle s'exerce !

CHAPITRE II

LES ORGANES EXTÉRIEURS

Nous entendons exclusivement parler, par organes extérieurs, des courtiers agréés ou *brokers*.

On pourrait suggérer, en effet, que les agents du Lloyd's dans les ports ou à l'étranger constituent de tels organes. A vrai dire, ils forment une catégorie qui devrait se classer parmi les subdivisions intérieures de l'Association, mais nous nous sommes réservé d'en parler avec l'étude de l'action du Lloyd's, dans le monde.

Revenons donc au *Broker at Lloyd's*.

1. — *Ses fonctions.*

A Londres comme à Paris, un nombre considérable de courtiers se trouvent chargés de placer auprès des Compagnies d'assurances les risques de leurs clients, et chaque Compagnie leur ouvre largement ses portes, en cherchant même à attirer à elle, pour canaliser leurs affaires, les principaux d'entre eux. Contrairement à cette pratique des Compagnies, le Lloyd's entend demeurer une corporation fermée à tous, sauf aux courtiers par lui agréés

qui ont seuls le droit de présenter les affaires aux souscripteurs. Le caractère éminent du broker est donc d'avoir le monopole du placement, au Lloyd's.

On serait peut-être tenté, se fondant sur ce caractère, de faire un rapprochement entre le broker anglais et le Courtier-Juré français, qui a, lui, le monopole de pratiquer l'assurance maritime. Ce serait là une erreur, car leur monopole ne procède pas de la même autorité et ne s'applique pas aux mêmes opérations. Le Courtier-Juré français tient son monopole de la loi et est un officier ministériel nommé par le chef de l'Etat ; le broker tient son monopole de la volonté du Lloyd's par qui il est agréé et il n'a jamais, en cette qualité, aucun caractère officiel. Le Courtier-Juré a un monopole relativement à un *genre d'affaires* (assurances maritimes) pour *tous assureurs et assurés* ; le broker a un monopole relativement à une *catégorie d'assureurs* pour *tous genres d'affaires*.

Ajoutons une précision : la liste officielle des brokers pour 1920 comporte 307 noms (1). Chaque broker, pour être agréé, doit être présenté au comité par 6 parrains (comme un souscripteur) et payer une légère redevance annuelle, pour lui et chacun de ses employés autorisés à se présenter au Lloyd's en son nom.

(1) Les principaux brokers sont : MM. Back et Manson, — Barber et d'Ambruménil, — C. T. Bowring et C^e, — Crawley, Dixon et Bowring, — Dumas et Wylie, — Robert Gardner, Mountain et C^e, — C. E. Heath et C^e, — Matthews, Wrightson et C^e, Morice, Tozer et Beck, etc...

2. — *Responsabilités.*

Le broker encourt des responsabilités provenant de deux chefs différents ; du chef des assureurs et du chef des assurés ou des intermédiaires qui se sont adressés à lui.

a) En compensation du monopole qu'il leur concède, le Lloyd's exige des brokers l'acceptation d'une responsabilité qui parfois peut être fort lourde : bien qu'en droit la prime portée sur les polices soit à la charge de l'assuré (sans aucune mention spéciale) en fait, seul le broker la paie et s'inquiète de la récupérer, et aux yeux des souscripteurs, seul le broker en est tenu responsable ; il doit en régler le montant et ne peut alléguer, pour s'y soustraire, que son client ne l'a pas lui-même payé.

b) Vis-à-vis de son client, le broker est dans la position de tout autre courtier, et plus généralement de tout mandataire tenu de remplir la mission qui lui a été confiée. Il est bien entendu responsable de sa négligence ou de sa faute. Aucune règle spéciale n'est ici applicable, que ce soit un particulier qui lui ait confié directement son affaire ou que ce soit un autre courtier qui l'ait chargé d'un placement auprès d'assureurs qu'il ne pouvait lui-même approcher.

3. — *Rémunérations et Règlements.*

Le broker n'est pas rémunéré, à moins de stipulations particulières, par son client, mais par les assureurs qui lui réservent une commission sur les affaires qu'il

apporte. Cette commission se calcule sur la prime payée et elle est généralement de 15 0/0 de cette prime. (Cette règle est susceptible de rares dérogations pour certaines catégories de contrats ou en faveur de quelques correspondants exceptionnels à l'étranger).

Chaque underwriter établit, par périodes mensuelles, les comptes des brokers avec lesquels il se trouve en rapport, sur des bordereaux comportant mention des primes et des commissions correspondantes ainsi que des sinistres incombant aux assureurs.

En résumé, le broker établit le lien obligatoire entre les assurés et les souscripteurs du Lloyd's qui, sous aucun prétexte, n'entrent directement en rapport avec leurs assurés (1).

Ajoutons en terminant que la situation de broker n'est pas incompatible avec celle d'underwriter. En fait, les principaux courtiers au Lloyd's sont également souscripteurs.

(1) Le cas s'est présenté plusieurs fois d'un assuré écrivant directement au Comité du Lloyd's pour régler quelque question. Le Lloyd's s'est toujours borné à répondre, par son secrétaire, que l'affaire dont il était question ayant été présentée par M. X..., Broker, c'était à celui-ci de présenter aux assureurs les observations de l'assuré.

TITRE II

FORMATION ET RÉGULARISATION DES CONTRATS

CHAPITRE PREMIER

EXAMEN

Nous avons maintenant à suivre la formation du contrat d'assurance souscrit au Lloyd's jusqu'à sa régularisation définitive et nous allons envisager d'abord les procédés d'examen des assureurs en présence d'une affaire proposée.

Mais auparavant, il faut nous demander quelles sont les conditions préalables à l'examen au fond de l'affaire.

1° Une première condition découle du monopole des brokers : il est nécessaire que le risque soit présenté par l'intermédiaire d'un des 307 courtiers agréés. Ceux-ci peuvent d'ailleurs être sollicités soit directement par leurs clients, soit par des représentants ou des correspondants.

2° Une seconde condition résulte du fait que les polices du Lloyd's ne sont pas annulables (sauf de très rares exceptions que nous indiquerons). Le Broker ne manque donc pas d'exiger de son client ou de son correspondant un *ordre ferme* d'opérer le placement demandé, ordre qui engage le proposant à accepter l'assurance une fois conclue. Le broker manque d'autant moins de se munir de cet engagement qu'il est débiteur direct de la prime au regard des souscripteurs.

Ces deux conditions remplies, quelle va être la tâche du broker ?

Il rédige une proposition mentionnant toutes les indications susceptibles d'éclairer les souscripteurs sur la façon dont se présente le risque. Cette proposition comporte une description au moins sommaire de l'assurance demandée, l'évaluation des montants à garantir et le plus souvent les primes applicables ; on y ajoute les clauses et conditions particulières qui feront la loi des parties dans toutes les éventualités résultant du contrat. — Ce document est très important car les déclarations qu'il contient, émanant du futur assuré, sont considérées comme étant l'expression de la vérité et lui sont opposables en cas de sinistre. Un assureur refuserait impitoyablement le paiement d'un dommage s'il était reconnu que les déclarations faites dans une proposition se trouvaient inexactes.

Sa proposition rédigée, le broker va la soumettre à

l'assureur qu'il suppose être le plus susceptible de s'intéresser à l'affaire. Celui-ci examine sur le champ cette proposition et formule une appréciation, un refus ou une acceptation. Cherchons donc sur quelles données il va baser sa décision.

Ici nous avons à envisager deux hypothèses :

1° Le risque doit être garanti en totalité par le Lloyd's. Dans ce cas le premier souscripteur examine :

La nature de l'affaire et les risques plus ou moins grands qu'elle présente ;

Son importance, qui permet au souscripteur, suivant sa propre puissance, d'accepter une participation plus ou moins forte ;

Sa valeur morale, point duquel les assureurs se préoccupent beaucoup avant de s'engager.

Cet examen est grandement facilité par l'existence au Lloyd's de renseignements confidentiels et extrêmement précis, que le service d'informations recueille sur toutes les grandes firmes ou les commerçants importants du monde entier.

2° Le risque est déjà garanti en partie par des assureurs autre que le Lloyd's.

Alors, le souscripteur ne soumet pas la proposition du broker à un examen aussi complet ; la plupart du temps il examine seulement la ou les Compagnies qui s'y sont déjà intéressées ; il juge d'après la manière dont elles travaillent et d'après leurs participations acceptées, ce

qu'il doit lui-même prendre sur l'affaire. On dit alors du Lloyd's qu'il *suit* telle Compagnie, celle-ci étant appelée *Compagnie de garantie*.

Il ne faut pas confondre les termes *Compagnie de garantie* et *Compagnie apéritrice*. S'il se peut, en effet, et s'il arrive souvent que la Compagnie de garantie suivie par le Lloyd's se trouve être la Compagnie apéritrice du risque, ce fait n'est néanmoins pas obligatoire. La Compagnie apéritrice est celle qui a accepté la part la plus forte et qui en cas de sinistre « mène » le règlement d'accord avec les co-assureurs ; la Compagnie de garantie est celle que l'assureur du Lloyd's estime pouvoir être suivie tant dans l'appréciation du risque que dans toute opération résultant du contrat.

Nous devons signaler ici l'importance exceptionnelle de la mention dans la police de l'existence d'une Compagnie de garantie : la valeur du contrat du Lloyd's est soumise au maintien des clauses et conditions de la Compagnie de garantie ainsi que l'indique la clause de style toujours insérée :

Warranty clause.

« Garantie mêmes taux, clauses et conditions que la Compagnie X..., cette Compagnie ayant durant l'existence de la présente police au moins frs. sur un intérêt identique: La présente police sera soumise aux mêmes conditions de modifications ou de changements de taux subis par la police de la Compagnie de garantie mentionnée plus haut ».

Si une modification quelconque est apportée aux conditions de la Compagnie de garantie, elle doit l'être également au contrat du Lloyd's. Si la Compagnie de garantie disparaît du risque pour une cause quelconque, la police du Lloyd's devient caduque à moins que les souscripteurs, mis au courant de l'événement, n'acceptent une autre Compagnie de garantie.

Mais revenons au placement du risque.

Ayant obtenu l'acceptation d'un souscripteur ou d'un groupe de souscripteurs, pour un montant déterminé, le broker agit de même vis-à-vis d'autres groupes qui basent leurs décisions sur les mêmes données que le premier et aussi sur l'acceptation déjà acquise (le premier souscripteur ou apériteur jouant ainsi le rôle d'une Compagnie). Et ainsi de suite tant que le risque à couvrir n'est pas entièrement souscrit.

Une particularité à signaler : les acceptations se chiffrent habituellement non pas en pourcentage dans l'affaire (10 0/0, 25 0/0) mais par une somme en £ (100, 500, 1.000, 10.000 £).

CHAPITRE II

FORMATION ET RÉALISATION DU CONTRAT

Le souscripteur ayant accepté de s'intéresser sur un risque appose sa signature sur la proposition présentée par le broker en y ajoutant l'indication du montant garanti. On dit, en anglais, qu'il « souscrit une ligne ».

Quelle est la portée et la valeur de ce geste ?

L'underwriter qui a signé un *slip* (tel est le nom donné à la proposition du broker) prend l'engagement d'honneur de souscrire la somme par lui indiquée sur le risque ainsi offert. Mais peut-on dire en outre qu'il engage sa responsabilité dès l'instant où le *slip* est signé ? En d'autres termes, le broker peut-il considérer ce document comme constituant un titre indiscutable en cas de sinistre ?

A cette question il faut répondre par une distinction et envisager le problème au point de vue du droit et au point de vue des faits :

a) Au point de vue du droit, et ce jusqu'en 1903, on considérait sans l'ombre d'un doute que le *slip* avait

même force qu'une police. Cette croyance fut déçue par un jugement qui suscita bien des débats et eut un énorme retentissement dans le monde des assurances. La Compagnie « Triton » avait signé à MM. Bowring et C^{ie}, Brokers, un slip concernant le navire « Progress » ; mais, arguant d'une raison quelconque (avoir souscrit une réassurance croyant avoir fait une assurance directe) refusait ensuite de délivrer une police régulière. Procès et rejet de la demande des Courtiers pour les raisons suivantes : la loi fiscale de 1891 interdit de produire en justice, sous peine d'une amende de 100 £, une police non timbrée, et par conséquent un slip ne peut avoir aucune valeur légale (1). Il est évident que l'admission d'une telle théorie devait causer grande émotion parmi les gens d'affaires, car, pendant un laps de temps qui peut être fort long, le seul titre que possède un assuré est le slip du broker, les polices n'étant jamais délivrées immédiatement.

b) Au point de vue des faits, il en va tout autrement. Signalons d'abord que la décision ci-dessus exposée a été provoquée par une Compagnie d'assurance et non par le

(1) Il nous paraît intéressant de signaler ici la tendance nouvelle toute contraire de la jurisprudence française qui considère que le contrat d'assurance est essentiellement consensuel qui n'exige, pour être définitif et obligatoire, que la rencontre des volontés des co-contractants et qui n'est point soumis, en dehors des circonstances qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier, à la signature d'une police pour être parfait. (Grenoble 18 nov. 1850, D. 55. 2. 180. — Douai, 9 août 1856, D. 57. 2. 71. — Cassation civ., 15 juin 1857, D. 57. 1. 305. — Grenoble, 19 août 1879, D. 80, 2. 202 — et surtout Tribunal de la Seine, 31 janv. 1914 : la Victoria de Berlin contre de Maleyssie).

Lloyd's, qu'elle est sans précédent (sauf certains cas d'espèce motivés par des raisons absolument plausibles) et qu'elle n'a jamais suscité de semblables errements. Il est remarquable de constater, en effet, que malgré ce jugement, les membres du Lloyd's n'ont jamais cherché à éluder une obligation dérivant d'un slip non confirmé par une police officielle. Et aujourd'hui, un broker en possession d'un slip souscrit en totalité délivre lui-même une note de couverture à ses clients qui se savent garantis bien plus par la loyauté des pratiques du Lloyd's que par la valeur du titre qu'on leur a remis. Nous devons ajouter que jamais confiance ne fut mieux justifiée que celle manifestée envers le Lloyd's.

La garantie étant acceptée et acquise en fait comme nous venons de l'indiquer, voyons comment la police est ensuite établie.

Le broker recopie intégralement sur une formule spéciale les indications portées sur le slip; l'assureur vérifie cette copie et la remet à un commis qui établit le décompte des primes, donne un numéro d'ordre et transcrit sur un registre spécial. D'autres registres établis par noms d'assurés et par situation de risques constituent un ensemble de renseignements précieux pour les assureurs.

La formule reste aux archives et constitue l'exemplaire de l'assureur. Elle est signalée au service de la comptabilité qui prend note de la prime pour l'établissement des comptes mensuels des différents brokers.

Le titre officiel remis à l'assuré porte toutes les indications du slip et de la formule. On y ajoute au moyen de formules imprimées sur des bandes de papier gommé les clauses habituelles particulières à chaque genre de contrat. La police est signée de tous les souscripteurs intéressés avec la mention des sommes souscrites en regard de leur nom.

CHAPITRE III

DÉCLARATION, VÉRIFICATION ET RÈGLEMENT DES SINISTRES

Une des questions les plus importantes qui peuvent être soulevées relativement au contrat du Lloyd's est certainement celle du règlement des sinistres, elle a besoin d'être étudiée spécialement.

De prime abord, la même distinction s'impose que celle qui a été faite lors de l'étude de l'examen et de la souscription des risques : le Lloyd's est ou n'est pas seul assureur intéressé.

1° Le Lloyd's est le seul assureur intéressé.

Un sinistre, de quelque nature qu'il soit, lui est déclaré par l'intermédiaire du broker ayant présenté l'affaire. Quelle va être l'attitude des assureurs ? Comment vont-ils faire vérifier la véracité des dires de l'assuré et comment va-t-il être procédé à l'évaluation du dommage ? La question doit, ici encore, être envisagée à deux points de vue.

a) Il s'agit de régler un sinistre en Angleterre. Dans ce

cas les vérifications et évaluations nécessaires sont faites, l'enquête préliminaire est menée par un membre d'une corporation parallèle à celle du Lloyd's et agréée par lui : la *Lloyd's average adjusters association* (1) dont le mode de recrutement extrêmement sérieux garantit une impartialité absolue et une compétence indiscutable. L'*average adjuster* recueille donc tous renseignements susceptibles d'éclairer les assureurs sur le sinistre, fait son rapport et formule les conclusions qui lui semblent justes. Si l'assuré (qui a le droit de choisir lui-même l'adjuster qu'il désire voir régler le sinistre) accepte ces conclusions, le souscripteur apériteur établit sa quittance de sinistre en conformité, d'un montant proportionnel à la somme qu'il garantit. S'il y a plusieurs assureurs, les autres établissent leur quittance sans exiger aucune autre justification que celle de la somme payée par l'apériteur.

b) Il s'agit de régler un sinistre à l'étranger.

Le Lloyd's a alors recours aux offices d'une personne quelconque qu'il nomme son représentant relativement à l'affaire à régler. Ces personnes sont généralement des agents d'affaires spécialisés dans les questions d'assurances ou pris dans le personnel des contentieux des grandes Compagnies d'assurances du lieu du sinistre. Ils ont les mêmes pouvoirs que les adjusters et sont

(1) L'Association des règleurs de sinistres du Lloyd's.

chargés des mêmes fonctions. Ils se différencient des *adjusters* en ce qu'ils sont choisis par le Lloyd's et non par l'assuré.

2° *Les assureurs du Lloyd's ont suivi, dans leur garantie, une Compagnie quelconque.*

Dans ce cas, ils se désintéressent complètement des soins de l'enquête préalable, ils laissent agir leur Compagnie de garantie qui soutiendra évidemment leurs intérêts en soutenant les siens et qui ne se laissera jamais aller à une trop grande générosité. Puis, quand les procès-verbaux de règlement sont mis au point, ils demandent à leur assuré, par l'intermédiaire de son broker communication des pièces suivantes :

Copie du procès-verbal de règlement,

Certificat émanant de la Compagnie de garantie confirmant officiellement la valeur de son intérêt sur l'affaire,

Copie de la quittance d'indemnité de sinistre de cette Compagnie.

Sur le seul vu de ces pièces et présentation de la police originale signée par eux, les assureurs du Lloyd's règlent la part leur incombant sans exiger aucune autre justification.

Nous devons noter encore que c'est toujours par l'intermédiaire du broker que les règlements de sinistre s'effectuent en pratique. L'assureur passe au crédit du courtier, pour être compensé en fin de mois avec les

sommes passées au débit, le montant des sinistres acceptés. De son côté, le broker les règle à son client ou son correspondant suivant leurs habitudes ou leurs conventions spéciales, et toujours sous déduction d'une commission de 10/0.

Notons encore que le montant de tout sinistre est déduit de la somme garantie au contrat qui tombe par conséquent quand le montant des sinistres payés est égal ou supérieur à la garantie accordée, à moins qu'au moment de chaque sinistre l'assuré acquitte un supplément de prime correspondant à l'augmentation nécessaire à combler le vide ainsi creusé.

TITRE III

DROITS ET DEVOIRS
DÉCOULANT DES CONTRATS DU LLOYD'S

CHAPITRE PREMIER

ÉTUDE GÉNÉRALE DES DROITS ET DES
DEVOIRS S'ATTACHANT AUX CONTRATS
DU LLOYD'S

Cette étude doit s'envisager tant au regard de l'assuré qu'à celui de l'assureur et nous allons l'examiner successivement à ces deux points de vue.

SECTION A

Droits et Devoirs de l'Assuré

Ses droits. — Le grand droit de l'assuré est évidemment de se voir régler, en cas de sinistre, une indemnité correspondant à la garantie accordée. Il doit pouvoir en cas de contestation qu'il estime injustifiée, obliger l'assureur à exécuter ses engagements, et en fait, il dispose de

tous les moyens que la loi accorde à un citoyen quelconque, muni d'un titre certain, placé en face d'un co-contractant ne remplissant pas ses obligations.

Ses devoirs. — Ses devoirs sont plus variés et souvent moins faciles à dégager.

1° *Il doit d'abord payer sa prime*, et celle-ci est due en tout état de cause.

Nous devons ici insister d'une façon toute particulière sur cette obligation. Il est évident que lorsqu'un risque court normalement elle ne présente aucun caractère spécial ; l'assureur accordant sa garantie sans restrictions autres que celles insérées en son contrat, a un droit absolu au règlement de la contre-partie de sa garantie, à la prime stipulée. Aussi n'est-ce pas là le point délicat de notre exposition. Mais, par contre, il peut se présenter telles circonstances que l'assuré, ou bien ne désire plus s'assurer au Lloyd's, ou bien ne peut pas réserver à celui-ci un intérêt sur son risque. Nous nous trouvons alors en présence d'un principe que l'Association s'est toujours efforcée de rendre aussi intangible que possible ; lorsqu'un placement est effectué au Lloyd's, il est définitif, ne peut, sous aucun prétexte, être annulé, et la prime y afférente doit être réglée. C'est ce qui explique que les brokers, qui sont tenus de la prime vis-à-vis des souscripteurs, exigent toujours de leurs clients avant d'effectuer un placement, l'ordre ferme de s'adresser aux assureurs du Lloyd's.

Est-ce à dire qu'on ne puisse jamais obtenir l'annulation d'un contrat du Lloyd's ? Non. Mais les conditions de cette annulation sont extrêmement sévères et, en pratique, les annulations sont très rares. Il faut que les raisons sur lesquelles on se fonde soient très sérieuses ; on ne pourrait arguer, par exemple, d'un désir de ne pas voir son risque placé au Lloyd's... Il faut prouver que le risque couvert n'a jamais existé ou que la garantie des souscripteurs n'aurait jamais pu être engagée, prouver aussi que le risque s'il a existé, a disparu dans des circonstances telles que la responsabilité des underwriters ne jouait pas... Dans ce cas, il est possible d'obtenir l'annulation du contrat et, plus rarement, la ristourne totale de la prime. Le plus souvent le Lloyd's rembourse une partie seulement de la prime due ; la portion qu'il retient à l'assuré, soit comme rémunération de la garantie du risque couru pendant un certain temps, soit comme compensation du manque à gagner résultant de l'abrogation de la police s'appelle prime de *short time* (court temps).

2° *Devoirs de l'assuré au cours du contrat.* — Nous avons vu plus haut que la proposition déposée par le broker contenait des indications fournies par l'assuré. Celui-ci est tenu de maintenir au risque des qualités compatibles et en conformité avec ses déclarations ; les assureurs, en cas de sinistre, refuseraient impitoyablement de régler le dommage s'ils s'apercevaient que l'assuré a fait de fausses déclarations initiales ou s'il a

omis d'aviser les assureurs de modifications susceptibles de changer leur manière de voir à son sujet.

L'assuré doit aussi, bien entendu, prendre toutes les mesures absolument indispensables à la conservation de son bien et ne pas, par de folles imprudences ou négligences, en compromettre lui-même l'existence. La question de mauvaise foi est, bien entendu, mise de côté.

3° Devoirs de l'assuré en cas de sinistre. — Lorsqu'un sinistre se produit, l'assuré est tenu d'avertir immédiatement les assureurs mais aussi de prendre toutes mesures propres à sauvegarder les intérêts de ceux-ci. Par exemple si un incendie naissant menace une partie très importante d'un risque, l'assuré peut et doit, s'il en a le moyen, circonscrire le sinistre en isolant, même au prix de sacrifices importants, la partie atteinte, en faisant abattre une partie intermédiaire.

Si un vol a été commis, le sinistré ne doit pas se borner à prévenir les assureurs, il doit procéder à toutes mesures susceptibles de faire retrouver le voleur et l'objet du larcin.

Si un colis assuré est perdu, l'administration responsable doit être saisie d'une réclamation.

Tout cela, à moins de stipulations contraires, bien entendu.

SECTION B

Droits et Devoirs des Assureurs

Nous passerons rapidement sur cette question en faisant remarquer que les droits et devoirs des assureurs et ceux

des assurés sont corrélatifs. A un droit de l'assuré correspond en général un devoir pour l'assureur, et vice versa.

Les droits de l'assureur sont de percevoir les primes et d'exiger la fidèle observation des clauses de son contrat ; ses devoirs de se soumettre aussi à ces clauses et de payer les sinistres éventuels.

Nous insisterons seulement sur un devoir de l'assureur, devoir envers le fisc anglais, celui qui consiste à faire timbrer les polices qu'il émet. Nous rappellerons que la loi fiscale de 1891 défend de délivrer une police non timbrée.

En fait, le timbre est apposé par l'administration sur les formules du Lloyd's et celui-ci établit ses contrats sur ses imprimés tout préparés. Le timbre s'élève à la perception fixe de 1 penny (1).

(1) Le droit de timbre est porté à 6 pence à partir du 1^{er} septembre 1920.

CHAPITRE II

ETUDE DES DIVERS TYPES
DE CONTRATS DU LLOYD'S ET DES FORMULES
ET CLAUSES HABITUELLES

Parmi l'infinie variété des contrats souscrits au Lloyd's — nous avons vu qu'on pouvait tout y assurer sous une forme absolument inédite — on retrouve des types de contrats plus employés que d'autres. Nous nous proposons maintenant de donner un aperçu des conditions générales de chacune des polices principalement usitées, en traduisant les formules correspondant à chaque type et en les commentant brièvement. — Nous verrons également les clauses additionnelles les plus normalement employées à propos de n'importe quel contrat et nous chercherons à dégager leur portée.

Nous étudierons successivement :

Le contrat général ;

Le contrat « incendie » ;

Le contrat « vol » ;

Le contrat « incendie et vol » ;

Le contrat « accidents » et « vie » :

Le contrat « perte de bénéfices » :

Le contrat « bijoutiers » :

Le contrat « infidélité des salariés » :

Le contrat « risques de guerre » et « bombardements aériens ».

Disons encore qu'il ne s'agit là que des conditions générales habituellement admises dans la pratique, mais que les conditions particulières peuvent, en y dérogeant, s'adapter plus exactement aux risques assurés.

SECTION A

Police type

Voici le texte de cette police (1), adopté en juillet 1904 :

 £ _____

 Attendu que X...
 dénommé ci-après l'Assuré, a payé X
 prime réglée à nous qui avons apposé ci-dessous nos
 signatures pour assurer contre les risques suivants,
 Savoir :

(ici la somme assurée et la nature des risques)
pendant la période commençant le _____
et finissant le _____ ces deux jours inclus.

Qu'il soit connu que, nous les Assureurs, nous engageons chacun pour sa propre part et non l'un pour l'autre, et engageons nos héritiers, exécuteurs et administrateurs, à payer, dans les 7 jours suivant la démonstration de la preuve du dommage, aux assurés, ou à leurs exécuteurs, administrateurs ou ayants-cause, le montant de tout sinistre provenant des causes ci-dessus indiquées,

(4) Pour cette police, comme pour toutes les suivantes, nous nous sommes efforcés de donner une traduction littérale, afin de lui conserver le plus possible sa forme et son caractère.

et n'excédant pas la somme de (ici la somme assurée) en tout, et cela en proportion de chacune des sommes souscrites par nous en regard de nos signatures respectives.

Si l'assuré déclare sciemment un sinistre d'une manière fausse ou frauduleuse, relativement à son montant ou autrement, cette police devient nulle et le sinistre sera protesté.

En foi de quoi, nous souscripteurs du Lloyd's, avons apposé nos signatures et les sommes par nous assurées.
Fait à Londres, le

Comme on le voit, les conditions sur lesquelles les assureurs attirent l'attention de leur co-contractant, celles qu'ils jugent fondamentales, sont les suivantes :

1^o La mention du paiement de la prime, but principal de leurs préoccupations, parce que base de l'opération qu'ils effectuent, vient en premier. Il est toujours indiqué aussi que l'assuré a payé sa dette envers l'assureur et la police porte quittance. En réalité, cela n'est pas exact. Le souscripteur remet au broker le contrat définitif bien que celui-ci ne le crédite pas de son dû. Mais il faut constater que souscripteurs et brokers sont en compte ouvert et que, d'autre part, un broker ne se dessaisit jamais d'un contrat sans exiger de son client le paiement de la prime ou sans prier son correspondant habituel d'agir de même.

2^o Ensuite, nous trouvons les conditions particulières qui fixent la nature de la garantie et son importance. L'étude de chaque type de contrat nous révélera les particularités de ces différentes clauses.

3° Puis la durée de l'assurance. Celle-ci est fixée par les deux dates extrêmes entre lesquelles la garantie des assureurs est effective, ces deux dates étant toujours comprises dans le temps de l'assurance. En principe, un contrat est souscrit pour telle durée qu'il plaît à l'assuré de demander, mais les assureurs ne s'engagent jamais pour un laps de temps supérieur à une année.

4° Les assureurs tiennent ensuite à fixer la nature juridique de leur engagement, engagement personnel — liant bien entendu leurs héritiers ou leurs ayants-cause — et non solidaire, chacun demeurant responsable jusqu'à concurrence de la somme souscrite, mais ce, jusqu'à l'extrême limite de ses moyens.

5° Ensuite sont fixées les conditions de règlement des sinistres : règlement dans un délai dont le point de départ est l'administration de la preuve du dommage, règlement subordonné à la bonne foi de l'assuré. — Cette clause est tout à fait remarquable. Elle indique à quel point les assureurs considèrent leur police comme un contrat de bonne foi : ils montrent toujours dans l'exécution de leurs engagements une correction et une loyauté auxquelles chacun se doit de rendre un hommage sans restriction, mais ils exigent de leur co-contractant une loyauté semblable, faute de quoi ils se considèrent absolument déliés de toute obligation en cas de sinistre.

6° Nous relevons aussi cette tournure que nous retrouverons dans tous les contrats relativement au paiement

des sinistres : *not exceeding the sum of...* (sans dépasser la somme de...) Cette phrase signifie que la garantie des souscripteurs ne saurait dépasser en tout, le montant assuré (en un ou plusieurs sinistres). D'autre part, une interprétation constante a fixé ainsi les conditions dans lesquelles cette clause s'applique : chaque fois qu'un sinistre affecte une police du Lloyd's, le montant assuré est diminué de l'indemnité payée par les assureurs, sauf stipulation contraire et perception d'une portion de prime correspondant à la valeur détruite. (1)

Cette pratique est absolument contraire aux habitudes françaises : le montant des sinistres ne vient là jamais en déduction de la valeur assurée qui demeure constante (sauf modifications apportées par les deux parties) pendant toute la durée du contrat ? Mais, en revanche, les Compagnies d'Assurances françaises se réservent le plus souvent le droit de résilier leur police sans indemnité, après chaque sinistre subi.

Telle est la base sur laquelle sont édifiées toutes les combinaisons d'assurance qu'on peut imaginer ; telles sont les conditions applicables à tous les contrats. Dans l'étude de chacun de ceux que nous allons maintenant envisager, nous ne les indiquerons plus que comme le cadre obligatoire aux conditions particulières qui seules retiendront désormais notre attention.

(1) Nous avons relevé cette particularité en étudiant le règlement des sinistres.

SECTION B

Police Incendie.

Nous trouvons dans cette branche deux formes de contrats (conditions générales) répondant aux besoins d'assurances commerciales ou industrielles d'une part, privées d'autre part.

Voici la traduction littérale de la police dite *Commercial Form* (Formule C).

£	Qu'il soit connu que X... (nom de l'assuré)
	a payé (montant de la prime)
	prime réglée à nous, qui avons apposé ci-dessous nos
	signatures pour assurer contre les pertes ou dommages
	causés par l'incendie et la foudre :
	(valeur assurée et description du risque)
	du (date d'effet) au (date d'expiration),
	ces deux jours inclus.

Qu'il soit maintenant connu que nous, les assureurs, nous engageons chacun pour sa propre part et non l'un pour l'autre, et engageons nos héritiers, exécuteurs, administrateurs et ayants-cause, à payer (ou remplacer) au dit assuré, ses héritiers, exécuteurs, administrateurs et ayants-cause, tout dommage ou perte causés par incendie et/ou la chute de la foudre, dans les 7 jours de l'administration de la preuve ; et cela en proportion des sommes garanties par chacun de nous et indiquées en regard de nos noms, sans que lesdites sommes puissent être dépassées.

Aucune réclamation se rattachant à des dommages ou pertes résultant d'une guerre, insurrection, guerre civile, mouvements séditeux ou dictature civile ou militaire ne sera admise.

Cette police ne garantit pas l'incendie ou autre dommage causé par explosions, sauf celles provenant des

appareils employés aux besoins domestiques ou du gaz d'éclairage.

Si l'assuré fait sciemment une fausse déclaration d'un sinistre, quant à son montant, ou autrement, la présente police deviendra nulle et le sinistre sera protesté.

En foi de quoi, nous, Souscripteurs membres du Lloyd's, avons apposé nos noms et les sommes par nous assurées.

Fait à Londres, le

Nous apercevons immédiatement par la comparaison de cette formule avec la formule indiquée plus haut, qu'elle précise les points particuliers se rapportant au risque spécial assuré :

1° Elle décrit le risque assuré : dégâts causés par un incendie et aussi par la chute ou l'explosion de la foudre. Quoiqu'il ne soit donné aucune précision, ce sont, en effet, tous les dommages résultant de toutes les manifestations du phénomène naturel qui se trouvent garantis (aucune contestation ne s'est jamais élevée sur ce point absolument admis par tous.) Il s'agit là de dégâts directs car tout incendie (même conséquence de la chute de la foudre) se trouve couvert.

2° Elle signifie qu'elle n'entend garantir, en aucune façon, les dégâts imputables aux guerres étrangères ou civiles, aux manifestations et mouvements de foules, aux troubles sociaux, aux dictatures civiles ou militaires. C'est donc les risques d'incendie du temps de paix seuls que les assureurs prennent à leur charge. Cela ne signifie pas d'ailleurs que, si un des événements prévus à ce para-

graphe, se produit dans une ville ou un pays renfermant de tels risques, les effets des polices les garantissant se trouvent suspendus *ipso facto*. Non ; le contrat d'assurances demeure en vigueur, mais pour que la responsabilité des souscripteurs se trouve engagée en cas de sinistre il faut que la preuve soit faite que le désastre n'est dû ni directement ni indirectement à cet événement.

Indiquons en passant que cette règle est la même qui a été observée en France, tant pour les régions envahies que pour celles susceptibles d'être bouleversées par la guerre. Le Grand Théâtre de Lille ayant été incendié pendant l'occupation et la preuve ayant été acquise que cet incendie était dû à des causes purement étrangères à un fait de guerre, les Compagnies assureurs ont indemnisé les assurés. Ajoutons d'ailleurs que c'est sur l'invitation du Gouvernement, en une circulaire adressée aux Compagnies, que celles-ci ont pris l'engagement de tenir couverts les risques envahis.

3° Bien que les conséquences des explosions naturelles (non suivies d'incendie) ne soient pas garanties, il est toutefois admis que, quand elles sont le fait des appareils employés à des usages non publics, ou du gaz d'éclairage, la responsabilité des underwriters se trouve engagée. Les conditions générales des polices françaises excluent formellement cette garantie et exigent pour l'accorder le paiement d'une surprime.

Jugeons maintenant la formule dite *Private House Form.* (Formule F).

Qu'il soit connu que (l'assuré)
a payé (prime)
prime réglée à nous, qui avons apposé ci-dessous nos signatures, pour assurer contre les risques de pertes ou dommages causés à la propriété désignée dans la présente police et ce, aux conditions également incluses, par incendie, explosion des appareils domestiques, explosion du gaz et/ou chute ou explosion de la foudre.

(ici description du risque)

propriété de l'assuré, de sa famille et/ou des personnes à son service, tous objets contenus dans le domicile fixé, sis.

Cette police garantit également les objets ci-dessus :

a) Dans toute résidence privée située dans un hôtel, une pension, un club, où l'assuré pourrait être amené à se tenir temporairement au moment d'une perte ou dommage, et/ou dans toute banque ou établissement de dépôt (à l'exclusion des garde-meubles) où ils pourraient être mis en garde, et ce, dans tout le Royaume-Uni.

b) N'importe en quel lieu du Royaume-Uni, s'il sont accompagnés par l'assuré ou un membre de sa famille ou de sa domesticité. S'ils ne sont pas accompagnés, ils sont garantis jusqu'à concurrence de 10 0/0 du montant de l'assurance.

Dans le cas où en même temps que la présente police existerait un autre contrat souscrit par les soins de l'assuré ou d'une autre personne, et garantissant les objets ici assurés contre les mêmes pertes ou dommages, lesdites pertes ou dommages ne seraient recouvrables en vertu du présent qu'après règlement par l'autre police et seulement pour le surplus.

La présente assurance est souscrite du (date d'effet)
au (date d'expiration) et quinze jours de délai de grâce pour le renouvellement.

Aucune réclamation se rattachant à des dommages ou pertes résultant d'une guerre, insurrection, guerre civile, mouvement séditieux ou dictature civile ou militaire ne sera admise.

Si l'assuré fait sciemment une fausse déclaration d'un sinistre quant à son montant ou autrement, la présente police deviendra nulle et le sinistre sera protesté.

QU'IL SOIT CONNU MAINTENANT que nous, les Assureurs, nous nous engageons, chacun pour sa propre part et non l'un pour

l'autre, et engageons nos héritiers, exécuteurs et administrateurs à payer (ou indemniser) au dit assuré, ses exécuteurs, administrateurs ou ayants-cause, toute part ou dommage sans dépasser la somme de en tout qu'il pourra éprouver du chef d'un incendie, explosion ou chute de foudre, et cela en proportion des sommes souscrites par chacun de nous en regard de nos noms respectifs.

En foi de quoi.....

Nous trouvons ici, à part les clauses générales inscrites dans la précédente police, de très intéressantes conditions spéciales, applicables uniquement aux risques privés :

1° La condition fondamentale de cette police : le caractère absolument privé des objets mobiliers faisant son objet. Cette police dérive de la conception anglaise du *home* qui tient aussi grande place dans les préoccupations d'Outre-Manche. Ce *home* qui est, nous allions dire une institution, une manifestation du génie anglo-saxon dans le domaine privé avec ses traditions et ses coutumes, devait faire naître, dans ses rapports avec l'industrie de l'assurance, un contrat spécial s'adaptant à sa nature particulière, et il n'y a pas manqué, nous allons le voir par l'examen rapide des clauses spéciales le caractérisant.

2° Cette assurance ne vise pas seulement le mobilier appartenant en propre à l'assuré mais encore celui des personnes de sa famille, de ses amis, se trouvant dans son *home*, ainsi que les objets personnels appartenant à ses domestiques.

3° Elle s'étend à toutes résidences que l'assuré peut occuper momentanément dans toute l'étendue du Royaume

Uni et dans lesquelles il pourrait être amené à transporter tout ou partie des risques assurés. De même et sans qu'il s'agisse de résidence, elle garantit les objets assurés pendant tout voyage ou transport dudit mobilier, pour la totalité si ces objets sont accompagnés par l'assuré ou l'un des membres de sa maison, pour une valeur atteignant 10 0/0 de cette garantie, s'ils ne sont pas accompagnés.

4° Elle n'entend voir jouer sa garantie que s'il n'existe pas d'autre police garantissant les mêmes objets pour les mêmes risques et ne vient au sinistre qu'après règlement intégral de cette autre assurance si celle-là ne suffit pas, et seulement pour la différence.

5° A noter encore cette clause toute spéciale à l'assurance des risques privés concernant le délai de grâce en cas de renouvellement : tout assuré qui, ayant souscrit une telle police, néglige de la faire renouveler à son expiration, voit sa garantie maintenue 15 jours après cette expiration et sans interruption s'il demande dans ce délai ledit renouvellement.

SECTION C

Police Perte de Bénéfices

Cette Police est un complément de la police incendie ; elle garantit, non pas le risque direct de perte par le feu, mais les conséquences de l'incendie au point de vue des manque à gagner.

Voici, d'ailleurs, la teneur de ce contrat (formule M).

QU'IL SOIT CONNU QUE X (dénommé ci-après l'assuré)
poursuivant l'entreprise de (appelé ci-après l'entreprise)
dans l'établissement sis à ayant payé
prime réglée à nous, qui avons apposé ci-dessous nos signatures,
nous avons convenu avec l'assuré, conformément aux conditions et
définitions de la présente police que si, entre le (date)
et le , l'établissement ou la propriété ci-dessus est
détruite ou endommagée par un incendie, et l'entreprise interrompue
ou entravée par là même, nous, les assureurs, nous paierons à
l'assuré la perte de bénéfices subie du chef de cette interruption ou
entrave (comme il est fixé à l'art. 4 des conditions ci-après) durant
une période de mois consécutifs à partir de la date de
l'incendie.

QU'IL SOIT MAINTENANT CONNU, que nous, les assureurs nous engageons, etc...

(Clause de guerre.....)

(Clause d'explosions.....)

(Clause de mauvaise foi.....)

DÉFINITION :

Le mot « Incendie » employé en cette police s'étend aussi aux dommages causés par explosions des appareils employés aux usages domestiques, par la chute de la foudre et (excepté dans les établissements où le gaz est produit) par l'explosion du gaz d'éclairage.

« Bénéfices » signifie le profit net de l'entreprise augmenté des charges permanentes suivantes : intérêt des obligations, prêts et traites, loyer, contributions, salaires du personnel permanent et émoluments des directeurs et chefs de service, frais de voyage, primes d'assurances, frais de publicité.

CONDITIONS :

1. — Dans le cas où le montant assuré par la présente police dépasserait le total des revenus annuels probables, aux dires d'un expert (agréé par les deux parties) ou si le montant des charges permanentes est réduit définitivement, le montant des pertes doit être réduit d'accord.

2. — Les assureurs ne seront pas responsables d'un sinistre si les Compagnies assurant la propriété des assurés détruite ou endommagée par l'incendie, leur paie une indemnité du chef de la perte de profit ou se reconnaissent responsables de cette perte.

3. — Les assurés doivent employer toute diligence pour prendre toute mesure propre à réduire au minimum l'interruption ou l'entrave apportée à leur entreprise, et de circonscrire le dommage autant que possible.

4. — Dans le cas où, au moment d'un sinistre, il existerait une autre assurance garantissant le même risque (ou une part) les assureurs ne seraient responsables que proportionnellement à leur garantie.

EN FOI DE QUOI, etc...

Cette perte de profits se lie, on le voit, entièrement au dommage causé du fait de l'incendie. Mais cependant la somme garantie est indépendante de la valeur assurée en incendie et elle est généralement basée sur le chiffre d'affaires réalisé. Mais il existe une 2^e formule du contrat qui fait l'objet de la présente section, et qui permet de le relier au contrat incendie garantissant les mêmes biens. Cette formule ne diffère de la 1^{re} que par l'insertion de cette clause supplémentaire (formule M 2).

« Les assureurs... paieront un pourcentage du montant du sinistre incendie égal à celui existant entre la présente assurance et l'assurance incendie, étant entendu et agréé que le montant du sinistre incendie (qui gouverne le dommage payable sur cette police) est la perte nette, déduction faite du sauvetage »,

On assure, par exemple, 15 0/0 de la valeur garantie par la police incendie. En cas de sinistre, les assureurs de la perte de bénéfices paieront 15 0/0 de la somme fixée pour le dommage incendie direct. Cette façon de procéder est évidemment beaucoup plus simple, elle évite des vérifications, des estimations, des recherches, dont le sinistre rend la difficulté presque insurmontable (si les

livres ont disparu dans l'incendie), elle ouvre automatiquement, sans imposer de nouveaux retards dans les règlements, le droit fixe de l'assuré.

Cette seconde forme de l'assurance est consentie moyennant une prime basée sur le taux de l'assurance incendie augmenté d'un pourcentage non fixé, variant avec la nature des affaires.

SECTION D

La Police Vol

De même qu'au point de vue incendie, nous relevons ici deux formules distinctes : la *Commercial Form* et la *Private House Form*.

Voici le texte de la première (formule D).

QU'IL SOIT CONNU QUE X...

a payé X
prime réglée à nous, qui avons apposé ci-dessous nos noms, pour assurer contre toutes pertes ou dommages causés par cambriolage, effraction de domicile, vol ou larcin, avec ou sans violence, à la propriété spécifiée dans la présente police et aux conditions y mentionnées.

Y compris risques de dommages faits par les voleurs à la propriété et / ou à l'immeuble et / ou aux agencements et / ou au mobilier (sans application de la règle de franchise ou de la règle proportionnelle indiquée ci-dessous)

(ici la spécification de l'assurance)

Aucune réclamation inférieure à 5 £ ne sera remboursée, pas plus que les vols ou détournements provenant du fait d'une personne de la maison de l'assuré ou à son service, ou habitée de la maison, ne seront admis.

Cette police est sujette à la règle proportionnelle, c'est-à-dire que

si le montant garanti par elle se trouve inférieur au jour d'un sinistre à la valeur exacte de la propriété, l'assuré sera seulement remboursé du dommage dans la proportion existant entre la valeur assurée et la valeur totale des risques garantis.

Assurance souscrite du au

L'assuré, en cas de perte ou dommage, doit, en compensation de son droit de se voir indemnisé, donner aux assureurs toutes informations et renseignements sur la propriété endommagée ou perdue, avec les circonstances de l'accident, dans la mesure, bien entendu, où les assureurs peuvent le requérir et du pouvoir de l'assuré.

En cas de sinistre, l'assuré sera requis de faire une déclaration qu'il estime que le dommage est un de ceux garantis par la police et, de plus, qu'il n'a pas de raison de suspecter ou de croire qu'il a été causé de façon excluant la garantie des assureurs, selon les termes de la présente police.

(Clause d'exclusion des risques de guerre, comme sur la police incendie.)

(Clause de mauvaise foi en cas de sinistre, comme sur la police incendie.)

(Clause de garantie des assureurs, comme sur la police incendie.)

Dans cette police, indépendamment de la mention du risque garanti, qui comprend le vol sous toutes ses formes, nous relevons les particularités suivantes :

1° L'exclusion de l'infidélité des proches de l'assuré, c'est-à-dire des membres de sa famille, des personnes habitant à demeure ou occasionnellement chez lui, des personnes à son service. Tout larcin commis par eux ne tombe pas sous la garantie du Lloyd's.

2° La garantie des détériorations mobilières ou immobilières causées par les voleurs au cours de leur larcin (ceci quelle que soit la valeur de la détérioration et jusqu'à concurrence de la somme assurée).

3° L'assureur jouira d'une franchise d'avarie de 5 £

par sinistre, c'est-à-dire que tout sinistre n'atteignant pas 5 £ ne sera pas remboursé. Par contre, et en cela l'assureur anglais se différencie de l'assureur français, quand cette somme sera dépassée, il règlera l'intégralité du sinistre, sans déduire cette franchise de 5 £.

4° Cette police est toujours soumise à la règle proportionnelle. Nous n'insisterons pas ici sur cette clause, car nous aurons l'occasion d'y revenir quand nous étudierons les principales clauses éventuelles des contrats anglais.

5° On insiste ici sur une clause qui constitue pour tout contrat un des devoirs tacites de l'assuré : donner à l'assureur, en cas de sinistre, toutes indications sur l'événement et toutes justifications à propos de la propriété disparue. C'est qu'on se trouve en face d'un sinistre bien plus difficile à contrôler que tous les autres, c'est que tous les objets assurés ne sont pas individuellement désignés au contrat, et que leur disparition est donc extrêmement délicate à prouver. Là surtout, le caractère de bonne foi de l'assurance anglaise éclate et il s'affirme encore dans la clause suivante, qui oblige l'assuré à faire une déclaration solennelle qu'il a tout lieu de supposer que le dommage est de ceux garantis par les underwriters et non exclus formellement par eux. Indépendamment de cela, l'assuré doit donner aux assureurs tous les renseignements et toute l'aide nécessaire à la poursuite et à la récupération des biens volés.

La Police *Vol Private House Form* (Formule G), comme

la police incendie visant au même but, dérive de la précédente, dont elle contient toutes les clauses avec les additions suivantes :

1° Spécification du caractère privé des objets assurés (les causes en ont été étudiées lors de l'examen de la police incendie).

2° Garantie dans toutes les résidences temporaires de l'assuré au Royaume-Uni (hôtel, pension, club, et dans les banques ou maisons de dépôt) *mais non en voyage* comme dans la *Private Police* incendie.

3° Clause d'existence d'un autre contrat garantissant les mêmes objets, pour les mêmes risques.

4° Abaissement de la franchise d'avarie, de 5 à 1 £.

5° Existence de la clause du délai de grâce de 15 jours pour renouvellement.

Nous signalerons aussi qu'il existe une formule (Formule H) groupant les deux assurances Incendie et Vol.

On y retrouve toutes les clauses et conditions que nous venons d'étudier dans l'un et l'autre contrat, sans aucune modification. Il existe de même deux variantes de cette formule, l'une générale s'appliquant à tous les risques, l'autre spéciale aux risques privés.

SECTION E

La Police Accidents

Cette police est destinée à assurer en cas d'accident survenant à une personne (que ce soit elle qui contracte

ou qu'elle agisse pour compte d'une autre dont elle est responsable) le versement d'une somme fixée selon la gravité de l'accident. Elle revêt différentes formes (connues sous les rubriques : Formes K, K2, K3, K4) que nous allons traduire.

FORM K.

Qu'il soit connu que, en considération d'une prime de X 0/0 payée par X... (appelé ci-après l'assuré), à plusieurs personnes soussignées (appelées ci-après les assureurs) qui en donnent reçu, nous, les assureurs, convenons chacun pour sa part et non l'un pour l'autre, jusqu'à concurrence de ladite part et aux conditions jointes, avec ledit assuré, ses exécuteurs, administrateurs et ayants-cause, que si, durant la période commençant le _____ et finissant le _____, l'assuré subit au cours d'un accident des blessures entraînant son décès dans les trois mois dudit accident, les assureurs paieront à son représentant légal, ses héritiers, ses exécuteurs ou ses ayants-cause, le montant des sommes souscrites par chacun d'eux et formant un total de £ _____ dans le mois suivant la délivrance de l'acte de décès.

Cette assurance est soumise aux conditions suivantes :

1. — Les assureurs ne seront pas tenus par la mort de l'assuré survenant directement ou indirectement par des faits de guerre, — par maladie, — par causes naturelles ou à la suite d'un traitement médical ou chirurgical, sauf quand ce dernier est rendu nécessaire par la blessure qui ouvre le risque, — au cours d'un duel ou d'une bataille (sauf en cas de légitime défense) — ou au cours de mouvements populaires, émeutes, guerre civile, auxquels l'assuré prendrait part, — par blessure volontaire ou suicide, — par exposition volontaire à un danger exceptionnel (sauf pour sauver une vie humaine), — par blessures contractées sous l'influence de l'alcool, ou dans un état temporaire de démence, — pendant un service militaire ou naval, — en montant ou conduisant un cheval de race, — en montant en ballon et/ou en pratiquant une autre forme de vol ou dans des tentatives semblables.

2. — Les assureurs ne seront pas tenus par la mort de l'assuré, survenant à la suite d'un accident subi hors d'Europe, à moins qu'un accord spécial ne soit intervenu.

3. — Signification de l'accident doit être donnée aux assureurs dans les sept jours qui suivent celui à partir duquel il est possible de le faire, afin que les assureurs puissent envoyer un médecin ou un agent examiner le blessé ; toutes facilités doivent être données pour un tel examen, et même, si cela est demandé, pour l'autopsie du cadavre de l'assuré.

4. — Toute fraude, rapport inexact ou dissimulation, qu'elle se produise lors de la proposition ou au cours de la police, à quelque propos que ce soit, vicie radicalement la présente police.

En foi de quoi... , etc...

Cette police, qui garantit aux héritiers de l'assuré ou à telle personne qu'il lui plaît de désigner, le paiement d'une somme fixée au décès par accident du contractant, est extrêmement précise dans tous ses termes et conditions. Elle se passe de commentaires.

FORM. K².

ETANT DONNÉ que X... (ci-dessous appelé l'assuré), dont la profession est celle de _____ a fait une proposition et signé une garantie et une déclaration datée du _____ en vue d'effectuer l'assurance mentionnée plus bas avec nous, soussignés (ci-dessous appelés les assureurs), il est agréé que lesdites propositions, garantie et déclaration, seront incorporées ci-dessous et formeront la base du présent contrat, pour lequel il a été payé une prime au taux de _____ 0/0, dont nous donnons ici reçu. Nous, les Assureurs, jusqu'à concurrence du montant souscrit par nous, et conformément aux termes et conditions ci-dessous, nous convenons chacun pour soi-même, ses héritiers, exécuteurs et administrateurs, et non l'un pour l'autre, avec ledit assuré, ses exécuteurs, administrateurs et ayants-cause, que si, à un moment quelconque de la période commençant le _____ et finissant le _____, l'assuré subit une blessure quelconque par accident, qui soit la cause unique et indépendante de tout autre fait de son décès ou d'une incapacité définie plus bas, nous paierons soit à l'assuré, soit à ses exécuteurs, administrateurs ou ayants-cause, les sommes prévues au tableau de compensation ci-dessous.

Tableau de compensation.

1. — Mort par accident dans les 3 mois de la date de l'accident	{	£.....	Payable, dans les sept jours de la produc- tion de l'acte de dé- cès.
2. — Perte totale de la vue dans les 3 mois de la date de l'accident	{	£.....	Payable dans les sept jours de la produc- tion de la preuve de telle perte.
3. — Perte totale d'un œil . . .		£.....	d° d°
4. — Perte de deux membres. .		£.....	d° d°
5. — Perte totale d'un membre.		£.....	d° d°
6. — Perte totale d'un œil et d'un membre.	{	£.....	d° d°

Définitions

1. — « MORT » signifie la mort de l'assuré survenant 3 mois (de date à date au calendrier) après l'accident qui en est la cause unique et directe.

2. — « MEMBRE » signifie une main au poignet ou un bras, un pied à la cheville ou une jambe.

3. — « INCAPACITÉ » signifie perte de la vue, ou d'un ou plusieurs membres, comme il est dit aux N^{os} 2, 3, 4, 5 et 6 du tableau de compensation.

Conditions

1. — Cette police ne couvre pas la mort ou l'incapacité de l'assuré survenu : par suicide ou tentative de suicide, perpétré avec l'intention ou non de tromper les assureurs, — dans un état de démence ou sous l'influence de l'alcool, — au cours d'un duel ou d'une rixe, — du fait de la guerre, invasion, guerre civile, émeute, — par une exposition volontaire à un grave danger ou par une lourde négligence (sauf pour sauver une vie humaine), — au cours d'un service militaire ou naval, — en montant ou conduisant un cheval de race, — en montant en ballon et / ou en pratiquant une autre forme de vol ou dans des tentatives semblables, — à moins que cela ne soit agréé par écrit par les souscripteurs. La mort accidentelle ne sera jamais présumée du fait de l'absence (1) de l'assuré.

2. — Si l'assuré se livre, au cours du contrat, à une profession

(1) « Absence » est pris ici dans son sens juridique.

offrant plus de risques que celle déclarée au moment de la souscription de la police, il doit en faire la déclaration par écrit aux assureurs, obtenir leur assentiment par écrit, et payer la prime qu'ils lui réclameraient en compensation de cet assentiment. Faute de quoi aucun sinistre advenant au cours de l'exercice de cette profession ne serait réglé.

3. — Déclaration immédiate et par écrit doit être faite aux assureurs en cas d'accident survenant à l'assuré qui doit se procurer aussitôt que possible un certificat médical. Quand cette déclaration n'est pas reçue par les assureurs dans les 7 jours de l'accident, une explication du retard, vraie et raisonnable, doit être donnée, faute de quoi le dommage ne saurait être admis. Dans le cas de mort instantanée, notification doit être envoyée aux assureurs. En aucun cas, les assureurs ne régleront un accident à l'assuré ou ses ayants-cause sans qu'un médecin ou un autre préposé appointé par eux ne procède à un examen médical ou chirurgical de la personne de l'assuré à l'occasion de la plus légère blessure et aussi souvent que cela leur paraîtra nécessaire ; dans le cas de mort, sans faire procéder à un examen du cadavre ou à une autopsie. Aucun examen chirurgical du corps de l'assuré ne pourra être fait sur les instances de ses représentants sans que les assureurs soient avisés de manière à ce qu'ils puissent faire assister leur médecin à l'opération.

4. — La responsabilité des assureurs, dans tout sinistre visé par les n^{os} 1 à 6 du tableau de compensation, ne pourra être supérieure aux sommes indiquées. — Le montant réglé sur un ou plusieurs sinistres au cours de la police ne pourra être supérieur à la somme assurée en cas de mort.

5. — Toute fraude, etc...

En foi de quoi, etc...

Cette police est une extension de la précédente qui ne visait que le cas de mort. Elle se présente comme la première sous une forme complète par elle-même et n'a pas besoin d'être expliquée sur la plupart de ses points. Néanmoins, nous devons donner une explication sur le jeu normal de deux conditions :

1^o Le tableau de compensation prévoit des assurances

différentes pour les différents accidents pouvant survenir. D'une façon générale, la somme garantie pour le cas de mort étant fixée au choix de l'assuré, il est stipulé la même garantie pour le cas de perte de la vue ou de deux membres, et une garantie de moitié pour le cas de perte d'un œil ou d'un membre.

2° La mention : perte d'un œil, perte d'un membre, ne signifie pas seulement, ablation de l'œil, amputation du membre, mais aussi perte de l'usage d'un œil ou d'un membre ; une paralysie d'un bras est toujours assimilée sans contestation à la perte du bras.

FORM K³.

Nous ne donnerons pas traduction complète de la Form K³. Elle est la reproduction exacte de la Form K² avec cette addition que le tableau de compensation comporte en sus la garantie de l'incapacité totale temporaire pendant un maximum de 52 semaines. Cette extension de garantie entraîne la présence de 2 ou 3 phrases supplémentaires insérées dans les définitions et conditions, phrases dont voici la traduction :

Tableau de compensation :

7. — Incapacité totale temporaire : £ par semaine aussi longtemps que l'incapacité continue mais sans dépasser un délai de 52 semaines.

Nota : En plus de l'indemnité due à l'assuré, les assureurs paieront, dans le cas de l'art. 7, les honoraires du médecin jusqu'à concurrence de 15 0/0 du montant total de cette indemnité.

Définition :

3. — « Incapacité totale » signifie une incapacité, soit perma-

nente, soit temporaire, interdisant à l'assuré d'assurer la marche de ses affaires, l'exercice d'une profession ou une occupation d'aucune sorte ; s'il n'a pas d'affaires ou de profession, lui interdisant toute sortie ou l'accomplissement de quelque devoir que ce soit.

Conditions :

1° Au cas où les assureurs sont responsables d'une indemnité pour incapacité temporaire, ils en sont déchargés quand cette incapacité cesse ou que la guérison est aussi avancée que possible et même quand des traces permanentes restent à l'assuré.

4. — Aucun paiement relatif à une indemnité hebdomadaire ne sera réglé quand il restera pour le même accident des règlements afférents à un des risques n^{os} 1 à 6 du tableau de compensation, sans que ces derniers soient liquidés, l'excédent seul de la somme due pour une incapacité temporaire sur le montant de ce règlement sera acquis à l'assuré.

De ces règles particulières nous tirerons les remarques et nous ajouterons les précisions suivantes :

1° C'est seulement dans le contrat K³ que nous verrons les assureurs se charger des frais médicaux.

2° L'incapacité cesse du jour où le blessé est en état de reprendre l'occupation à laquelle il se livrait avant l'accident, cela à dire de médecins, malgré que la guérison ne soit pas entièrement achevée.

3° Les indemnités dues en vertu des clauses 1 à 6 du tableau de compensation ne se cumulent pas avec l'indemnité d'incapacité temporaire.

4° La somme fixée comme indemnité hebdomadaire est ordinairement de 5 0/0 de la somme fixée pour le cas de mort.

5° Cette police accidents est celle la plus habituellement souscrite en Angleterre et dans les pays contrac-

tant des assurances auprès du Lloyd's. Elle est souscrite ou bien relativement à toutes les circonstances de la vie, ou souvent encore relativement à une certaine façon d'être non habituelle (pendant la durée d'un voyage par exemple).

FORM K⁴.

Cette dernière forme de l'assurance accidents n'est qu'une variante de la Form K³. Elle garantit tous les accidents de la même manière mais dont l'unique cause est la guerre aérienne.

Comme remarque générale on pourrait faire ressortir que les cas engendrant le droit de l'assuré à indemnité sont, à part le cas d'incapacité totale temporaire, trop limitativement fixés (perte d'un œil, d'un membre) et qu'il serait désirable de les voir étendus à des éventualités moins précises, mais tout aussi redoutables. Le contrat français prévoit tous les cas et marque là un avantage sur celui du Lloyd's. Il prévoit même une échelle d'indemnités s'adaptant, autant qu'il est possible de le faire, à toutes les conséquences d'un accident (perte d'une phalange d'un doigt, du pouce, de la main, par exemple).

SECTION F

La Police Vie

Portée dans les formulaires du Lloyd's sous les lettres L (a) et L (b).

provenant d'un fait quelconque. Seule la mort du tiers ou de l'animal ouvre le droit à l'indemnité.

La forme L (b) ne diffère de la forme L (a) que par la suppression des phrases « attendu que le dit assuré a fait par écrit une proposition et une déclaration en date du et contenant les renseignements ou indications qui sont agréés comme base du contrat et incorporés à lui » et « un animal assuré ne peut être employé à des travaux autres que ceux déclarés dans la proposition ». Il est évident que ces conditions sont plus larges que celles de la police précédente car elles excluent du contrat une cause de déchéance extrêmement grave et fréquente; elles ne donnent plus pour base stricte au contrat la déclaration écrite de l'assuré qui ne peut prêter à aucune interprétation extensive, et réduisant les clauses spéciales pour ne se contenter que de formules générales, elles rendent moins faciles les résistances des assureurs. Cette facilité de garanties donnée à l'assuré se paie généralement d'un supplément de prime.

SECTION G

Police tous risques Bijoutiers

Cette police, spéciale à la corporation des bijoutiers, garantit leur stock de marchandises contre tous les risques auxquels ces bijoux peuvent se trouver exposés, sauf les exceptions expressément prévues. En voici le texte (formule Oa) :

Étant donné que X... a payé prime réglée à nous pour
 assurer du au la propriété ainsi
 mentionnée :

L'assurance porte sur joaillerie, ornements d'or et d'argent, pierres précieuses de toutes sortes ainsi que marchandises et matériel habituels à l'exercice de la profession de l'assuré, billets de banque et effets de commerce, le tout appartenant à l'assuré confié à lui par des tiers pour vente, travail à effectuer, estimation, garde ou raison quelconque. Cette garantie s'étend partout où lesdits objets peuvent se trouver, ainsi que pendant leur transport dans (ici les limites fixées pour la garantie : ex., France, Europe, Amérique, etc.).

Relativement aux causes de sinistre que les assureurs auront à supporter (soit pour la totalité, soit pour partie) la garantie accordée aux assurés l'est contre « tous risques » sauf les suivants :

1. — Perte pour vol ou escroquerie commis par un employé, voyageur ou messenger, au service exclusif de l'assuré, ou par un client ou un courtier habituellement en rapport avec lui en raison de marchandises à eux confiées, à moins que le sinistre ne se produise quand ces marchandises sont remises par l'assuré à ses clients ou courtiers en vue d'une garde de sûreté.

2. — Dommages causés par guerre, invasion, actes des ennemis, émeutes, révolutions, dictature.

3. — Dommages à la propriété assurée en cours de travail lorsque le dommage résulte du travail lui-même.

Et en cas de dommage de quelque sorte que ce soit, il sera permis à l'assuré (ou à ses ayants-cause) de poursuivre en justice la sauvegarde ou le recouvrement de sa propriété sans préjudice du bénéfice de la présente assurance.

L'assuré devra fournir aux assureurs toutes justifications que ceux-ci pourront raisonnablement lui demander en cas de sinistre, sur la propriété perdue et les circonstances de la perte.

Clause de mauvaise foi.

Qu'il soit maintenant connu que nous, les assureurs, nous engageons, etc...

EN FOI DE QUOI.....

Comme on le voit, le texte de cette police étant extrêmement vague, se trouve par là même extrêmement

libéral : tous les risques, aux rares exceptions formulées expressément, sont absolument garantis (on peut imaginer les risques auxquels peuvent se trouver exposés les bijoux d'un commerçant : chez lui, incendie, vol sur comptoir, vols avec effraction, détérioration du fait d'une maladresse ; en cours de transport, vol, perte, détériorations quelconques).

Il existe une autre forme de la police tous risques bijoutiers (formule Ob) ; elle comprend une clause supplémentaire disant que « l'assuré a fait une proposition écrite et une déclaration acceptée par les assureurs, incorporée au contrat dont elle forme la base ». Cette proposition limite l'assurance en ce sens que, précisant les risques assurés, elle en exclut tout ce qui n'a pas été expressément garanti, au contraire de la formule précédente, qui admet tout par sa généralité.

Une différence de prime tient compte de cette différence de garantie.

SECTION H

La Police « Responsabilité des Employeurs »

FORM. Q.

Attendu que X... a payé à titre de prime, nous, les assureurs, chacun pour sa part et non l'un pour l'autre, nous agréons ce qui suit : si, pendant la période indiquée d'autre part, un membre du personnel de l'assuré subit une blessure par accident qui engage la responsabilité de l'employeur, suivant les termes du droit civil, le *Fatal Accident Act de 1846*, le *Employers Liability Act*

de 1880, le *Workmen's Compensation Act* de 1906 et le *Workmen's Compensation (War addition) Act* de 1917, nous, les assureurs, indemniserons l'employeur de toutes sommes dont il pourrait être responsable et de toutes celles dépensées avec notre consentement, relativement à une compensation du dommage subi.

CONDITIONS :

1. — Notification de l'accident doit être faite aux assureurs aussitôt que possible, après avoir été connu de l'assuré.

2. — L'employeur ne doit faire aucun paiement ou règlement, ni n'admettre aucune responsabilité sans le consentement des souscripteurs. Les assureurs, en cas de sinistre, seront subrogés dans tous les droits de l'assuré pour toutes actions, défenses, arbitrages, etc..., et l'assuré doit fournir toutes facilités à cet égard.

Tableau des employés.

Nombre total employés	Description des employés	Taux par tête	Primes		
			£	§	d

£

EN FOI DE QUOI....

Cette police garantit donc la responsabilité de l'employeur à deux points de vue :

1^o Au point de vue de la loi, que nous n'avons à signaler ici que pour constater que l'assurance en suit les dispositions et en garantit l'exécution aux lieux et place de l'employeur ;

2^o Au point de vue de l'équité (responsabilité morale), puisque d'accord entre les assureurs et l'assuré, les premiers peuvent consentir un supplément de règlement

employés pendant la période mentionnée. Le nom de chaque employé et le montant de ces salaires doivent être portés exactement dans un livre spécial toujours à la disposition des assureurs pour inspection et vérification et l'assuré doit envoyer dans le mois qui suit l'expiration de la police, un relevé conforme de tous les salaires qu'il a réglés pendant la période garantie. Si le montant total diffère de celui indiqué à la police, l'assuré paiera un supplément de prime proportionnel ou se verra rembourser une partie de la prime suivant le cas.

Condition n° 4 : L'indemnité payée sur cette police ne peut pas profiter à la responsabilité d'employeur d'un employé de l'assuré à moins d'une stipulation expresse.

Moyennant un supplément de prime, il est inséré dans ces polices une clause prévoyant la garantie, en plus de la responsabilité légale de l'employeur, de ce que les Anglais appellent la garantie morale : cette clause prévoit les paiements suivants : gages et coûts de nourriture et de logement (ceux-ci limités à 10 shillings par semaine pendant un mois pour accident ; — pendant 26 semaines à 1 £ après maladie : fièvre typhoïde, scarlatine, diphtérie, pneumonie, érysipèle plus les frais médicaux jusqu'à 5 £.)

SECTION I

La police domestique étendue.

Nous devons signaler ici une forme tout à fait spéciale et caractéristique de l'assurance Anglaise du Lloyd's, il

s'agit d'une police destinée à garantir uniquement le risque d'un particulier, mais à le garantir d'une façon complète contre tous les événements malheureux pouvant lui survenir. Nous avons vu, à propos des polices incendie et vol, qu'il existait des formules particulières pour les assurances privées, mais ces formules n'avaient pas la même portée ni la même nature que celle que nous allons étudier. Cette police est ainsi rédigée (formule P.)

Etant donné que X... a payé _____ pour prime, nous avons apposé nos signatures pour l'assurer contre les risques de pertes ou dommages causés par : incendie, foudre, explosions, tremblements de terre, dégâts des eaux, vol, effraction, ou larcins, raids aériens, tempêtes, éruptions volcaniques, bris de glaces, dommages causés par grévistes ou émeutiers et personnes prenant part aux insurrections ou mouvements populaires, à la propriété ci-inclus mentionnée durant la période du _____ au _____ ces deux jours inclus, plus un délai de quinze jours pour renouvellement.

La responsabilité des assureurs est limitée à la somme de £ _____ pour tout le contenu de l'habitation privée (ou du pied-à-terre) sis à _____, appartenant à l'assuré, aux gens à son service, aux membres de sa famille habitant avec lui, à ses visiteurs, mais étant exclus : garantie des véhicules mécaniques, garantie-vie (exceptée celle des chevaux), des titres, effets de commerce, reçus, timbres et documents.

Cette police garantit aussi : a) les dommages causés par les voleurs à la propriété assurée, à l'établissement ou à l'agencement ;

b) La perte de loyers, dans le cas où les lieux mentionnés plus haut sont tellement endommagés qu'ils deviennent inutilisables ;

La somme pour laquelle les assureurs sont responsables est proportionnée au temps raisonnablement nécessaire aux réparations (sans excéder douze mois). Le montant du loyer annuel (ou la valeur attribuable au cas où l'assuré est propriétaire de l'immeuble) est pris pour base de l'évaluation ;

c) Toutes sommes que l'assuré peut être amené à dépenser rela-

tivement à des dommages causés à la propriété assurée par des personnes quelconques (par accident), sans dépasser toutefois 250 £ en tout pendant la durée de la police ;

d) Les dommages causés par tous les événements prévus plus haut aux objets assurés, en quelque lieu privé du Royaume-Uni qu'ils se trouvent : hôtel, pension, cercle, dans lequel le propriétaire desdits-objets peut temporairement résider au moment d'un sinistre, et/ou lorsqu'ils sont déposés pour leur sûreté dans une Banque ou Etablissement de Dépôt, et/ou au garde-meubles, inclus risques de transports ;

e) Les risques d'incendie, seulement quand la propriété assurée se trouve ailleurs que dans le Royaume-Uni, et les risques d'incendie, vol et autres, n'importe où dans le Royaume-Uni pendant la période de déménagement ;

f) La perte de billets de banque dans les lieux privés, jusqu'à concurrence de £ 25.

CONDITIONS :

1. — L'assuré sera réglé, en cas de sinistre, proportionnellement à la valeur assurée, par rapport à la valeur totale du risque (règle proportionnelle) ;

2. — L'assuré devra faire, en cas de sinistre, une déclaration dans laquelle il affirmera qu'il n'a aucune raison de croire que le dommage est dû à d'autres causes qu'à celles tombant sous la garantie des assureurs ;

3. — L'assuré devra donner aux assureurs toutes informations pouvant leur être utiles, autant qu'il sera en son pouvoir ;

4. — Il est spécifié qu'aucun risque mentionné ci-inclus ne donnera lieu à indemnité, s'il est déjà garanti par d'autres polices ;

5. — Clause d'exclusion des risques de guerre.

En foi de quoi, etc...

Cette police au point de vue mobilier personnel est la plus complète que l'on puisse imaginer ; elle garantit absolument tous les risques pouvant être courus par les objets assurés où qu'ils puissent se trouver, dans un lieu privé bien entendu.

Pour la rendre parfaite, on peut encore, et cela se voit

fréquemment, y faire ajouter, d'après une formule à part, la garantie de la responsabilité de l'employeur, en ce qui concerne les domestiques faisant en somme partie de la maison (du *home* ou du *flat*, (pied à terre). Cette formule à peu près semblable à celle de la responsabilité du patron, en général, prévoit :

1° La garantie de l'indemnité légale au serviteur blessé ;

2° Le paiement intégral des gages durant un mois et le coût de la nourriture et du logement (jusqu'à concurrence de 10 shillings par semaine) ;

3° Et les frais médicaux jusqu'à £ 5.

SECTION J

Police d'Assurance Automobile

Monsieur
habitant
(ci-dessous appelé l'assuré) ayant payé comme prime ou compensation aux soussignés pour l'assurer du au
contre la destruction totale ou partielle comme spécifié ci-dessous,
d'une voiture automobile (de promenade ou d'affaires...) y compris
le châssis et / ou les accessoires formant partie de la dite voiture
dont ci-après désignation :

Nom du constructeur	Force en HP	Nombre de places	Date de fabri- cation	N° du châssis	N° de circu- lation	Valeur assurée

nous, souscripteurs du Lloyd's, en considération de la dite prime,

nous engageons, chacun pour sa part, à indemniser l'assuré (conformément aux conditions ci-dessous) comme suit :

A. — Contre la destruction totale ou partielle de la dite voiture, y compris les phares et les lanternes par suite d'accident (en dehors des dommages couverts par la clause C). Les dommages causés aux pneumatiques montés sur les roues de la voiture ou aux pneumatiques et roues de rechange ne sont pas garantis par la présente police. Les avaries causées directement ou indirectement par l'usure normale ou anormale ou par la rupture du mécanisme de la voiture par suite de défaut de matière ou de construction, ne sont pas couverts par la présente police. La garantie des assureurs pour chaque sinistre couvert par la présente clause, est limitée à frs.

B. — Contre toutes sommes dont l'assuré sera légalement reconnu responsable comme indemnité, prix, coût ou frais d'un accident provoqué par l'usage de la dite voiture automobile pour des dommages matériels et accidentels (en dehors de ceux couverts par la clause C ci-dessous) causés à des tiers, à l'exclusion des biens appartenant ou confiés à ou sous la garde de l'assuré ou de ses domestiques, ou placés dans ou sur la dite voiture. Contre toutes sommes, par suite de dommages corporels et accidentels causés à toute personne ne faisant par partie de sa maison ni à son service. La garantie maximum des assurances pour la présente catégorie et pour chaque accident, est limitée à frs.

C. — Contre la destruction partielle ou totale de la dite voiture automobile par suite d'explosion ou d'incendie provoqués par des causes extérieures ou par la voiture elle-même jusqu'à concurrence de la somme de frs. ou jusqu'à celle de frs. pour dommages causés aux tiers par le feu, et dont l'assuré sera légalement reconnu responsable.

D. — Contre la perte de la voiture et des accessoires par suite de vol avec ou sans effraction, pour la somme de frs. étant entendu que les accessoires de toute espèce montés sur la voiture ou transportés dans la voiture ne sont garantis contre le vol que si la voiture elle-même est volée.

E. — Contre les risques de destruction totale ou partielle de la dite voiture en cours de transport par route, par chemin de fer ou par bateau dans des eaux fermées (non compris les océans et les mers).

Il est entendu que, en cas de perte totale, les assureurs paieront en espèces à l'assuré la somme totale pour laquelle la voiture a été assurée.

1. — La présente assurance couvre la voiture dans toute l'Europe, en Algérie, en Tunisie et en Egypte ;

2. — Dans le cas de dommages subis par la voiture elle-même, la responsabilité des assureurs est limitée au seul coût de la réparation et aux frais nécessités par elle ;

3. — Aucune demande d'indemnité ne pourra être faite en vertu de la présente police pour un accident survenu alors que la voiture était conduite par quelqu'un d'autre que l'assuré, son chauffeur ou toute personne munie d'un permis de conduire ; ou alors que la voiture était engagée dans une course ou un concours de vitesse ou dans un match quelconque, ou alors qu'elle servait pour la location ou pour un usage autre que privé ou professionnel ;

4. — En cas de destruction de, ou de dommage à la dite voiture, l'assuré ou ses domestiques ou préposés pourront prendre les mesures jugées nécessaires pour protéger, mettre en sûreté ou réparer provisoirement la dite voiture, et le règlement du sinistre par les assureurs comprendra toute dépense raisonnable encourue de ce fait dans la limite des sommes fixées plus haut ;

5. — En cas d'accident pouvant motiver une demande d'indemnité résultant de la police, l'assuré devra immédiatement en informer par écrit l'agent par qui l'assurance a été effectuée. L'assuré devra également donner à l'agent immédiate et pleine information au sujet des circonstances de l'accident et des réclamations qui lui sont faites par les tiers, en stipulant les noms et adresses des plaignants et de tous les témoins de l'accident. L'assuré devra, si les assureurs le jugent nécessaire, envoyer aux bureaux de l'agent le conducteur de la voiture assurée, afin que celui-ci lui fournisse des renseignements supplémentaires ;

6. — L'assuré ne devra admettre aucune responsabilité, ni s'adresser à aucun homme de loi, pour le compte des assureurs, sans le consentement du premier assureur qui a signé la police, ou des agents dont le nom est imprimé ci-contre. Les assureurs se réservent le droit, s'ils le désirent, de se substituer à l'assuré pour assumer de conduire la défense de toute cause, demande de dommages, ou autres procès, ou d'entreprendre en son nom et à leur profit, toutes poursuites en dommages-intérêts ou toute demande d'indemnité ou de prendre toutes autres mesures, contre quelque tiers que ce soit ;

7. — Plusieurs sinistres résultant d'un seul accident seront considérés et traités à tous les points de vue, comme un accident unique ;

8. — Les primes sont payables avant l'entrée en vigueur de la police, qui ne sera pas en force avant ledit paiement.

PRIVILÈGES ACCORDÉS A L'ASSURÉ. — RÉPARATIONS

Dans le cas où le montant total des réparations nécessitées par un accident couvert par la présente police ne dépassera pas 250 francs, l'assuré est autorisé à faire réparer immédiatement sa voiture par un réparateur compétent et de confiance, pourvu qu'il obtienne d'abord un devis écrit et détaillé du travail, et qu'il envoie ce devis ainsi que tous les renseignements nécessaires en ce qui concerne l'accident aux agents du Lloyd's intermédiaires.

En cas de dommages sérieux, l'assuré peut faire effectuer les réparations provisoires nécessaires (en se conformant aux limites et indications ci-dessus) pour permettre à la voiture d'être mise en lieu sûr jusqu'au reçu d'instructions complémentaires des agents du Lloyd's.

CLAUSE SUPPLÉMENTAIRE DU CHAUFFEUR. — Assurance de la responsabilité de l'assuré en cas d'accident survenant au chauffeur de la voiture pendant son service jusqu'à concurrence de £ en cas de mort ou d'incapacité permanente, ou des demi-gages pendant l'incapacité totale temporaire pendant 6 mois au maximum. Pas d'indemnité pour *guerre ou ivresse*.

SECTION K

Les Polices de guerre

Les polices garantissant les risques de guerre ne sont pas conçues d'autre façon que les autres. Les assureurs du Lloyd's se sont bornés à ajouter à leur formule générale une clause particulière. Mais parmi les risques de guerre, il a été fait deux grandes distinctions : la clause des raids aériens, et la clause générale des risques de guerre extérieure et intérieure :

Clause des raids aériens. — « Cette police couvre le risque de perte et/ou dommage à la propriété assurée directement causé par raid aérien, hostile ou non, y compris jets de bombes et projectiles

lancés de ou contre les appareils, et l'incendie ou les explosions provenant de ces faits. Cette assurance ne jouera pas s'il existe une autre police couvrant les mêmes risques. Aucune résiliation ni ristourne de prime ne sera consentie. »

Comme on le voit, cette clause vise les dangers courus par un risque du fait d'un raid aérien, les garanties accordées étant d'abord celles du danger direct : jets de bombes ou de projectiles divers ainsi que leurs conséquences ; mais aussi celles du danger indirect : dégâts de toutes sortes dont la cause initiale est la riposte de la défense, par exemple chute de débris d'obus des canons antiaériens. A noter également que si, pour une raison ou une autre, le risque cesse de courir après que la police a été souscrite, la prime reste exigible en totalité si elle n'a pas été payée ; aucune ristourne n'est faite si le règlement a été effectué.

Un nombre énorme de ces polices ont été souscrites pendant la guerre, de préférence à celles à portée plus étendue. Il est évident que ce risque de raids aériens, pour les zones assez éloignées du front, était le seul risque de guerre susceptible de causer des dégâts sérieux, et c'est ainsi qu'on a été amené à détacher cette clause de celle beaucoup plus générale que nous allons étudier maintenant.

Clause des risques de guerre. — « Cette police couvre les risques de perte et/ou dommages à la propriété ici assurée, directement causés par faits de grèves, émeutes, guerre, guerre civile, révolution, rébellion, dictature militaire ou civile, ou par raid aérien, comprenant jets de bombes ou de projectiles lancés de ou contre les

appareils, et l'incendie ou les explosions en résultant. Aucune réclamation ne sera admise touchant détériorations, pertes de marchés, confiscation ou destruction ordonnées par les Gouvernements ou Autorités locales de Grande-Bretagne ou des nations alliées. Cette police ne jouera pas s'il en existe une autre couvrant les mêmes risques. Aucune ristourne de prime ni résiliation ne sera consentie. »

Cette clause, qui constitue à elle seule tout le contrat de guerre, garantit absolument tous les risques courus par une propriété quelconque au cours d'une guerre (par extension on assimile à la guerre tous mouvements intérieurs pouvant donner lieu à violences : grèves, émeutes, insurrections, sous toutes leurs formes.)

Mais on peut la concevoir aussi, non comme la base du contrat, mais comme une garantie additionnelle à une police déjà en cours. On l'ajoute quelquefois à des contrats incendie et tous risques, aux contrats accidents (qui l'excluent sauf indication expresse) et aux contrats pertes de bénéfices, tous contrats que nous avons déjà étudiés et dont l'essentiel ne se trouve en rien modifié par cette extension de garantie.

Belligerents clause. — « Cette police cessera ses effets lorsque les objets assurés se trouveront en pays ennemi ». Cette clause née pendant la guerre, est contraire aux pratiques des Compagnies françaises, qui maintenaient l'assurance des biens se trouvant dans la zone occupée.

SECTION L

Contrats divers.

Les quelques formules que nous venons de voir, les plus usitées, ne constituent pas tout le catalogue des

risques assurés par le Lloyd's. Comme nous le disions plus haut, celui-ci n'écarte jamais les propositions qu'on lui soumet, même les plus extraordinaires. On se sert alors de la formule-type, et on y ajoute des clauses spéciales répondant au risque garanti. Nous ne voulons pas ne pas citer, entre autres, comme police n'ayant pas de formule spéciale, mais cependant très répandue, la police tous risques bijoux, dont les conditions sont presque identiquement semblables à la *block policy* des bijoutiers : garantie à tous risques des bijoux personnels, où qu'ils peuvent se trouver dans un rayon donné.

SECTION M

Clauses usuelles.

Nous en avons fini avec l'examen des principales formules de polices du Lloyd's, mais nous tenons, avant de clore cette étude aride, à donner une idée des principales clauses additionnelles que l'on trouve dans la plupart des contrats établis. (Ces clauses sont imprimées sur des bandes de papier gommé et sont collées sur la police).

Prorata contribution clause, ou clause d'assurances cumulatives.

Si au moment d'un sinistre survenant à la propriété assurée par la présente police, il existe un ou d'autres contrats souscrits ou non par l'assuré et garantissant les mêmes objets ou une part d'entre eux, cette police ne supporterait dans le sinistre qu'une part proportionnelle au chiffre qu'elle assure, par rapport à ceux garantis dans ces autres contrats.

En d'autres termes, s'il existe sur un même risque deux ou plusieurs assurances faisant double emploi, chacune d'elles ne participe au sinistre que proportionnellement à sa part par rapport au total des sommes ainsi garanties. Le sinistre établit une co-assurance là où il n'y avait que contrats séparés, s'ignorant et se doublant l'un l'autre.

Average clause, ou clause de la règle proportionnelle :

1^{re} forme. — Cette police est sujette à la règle proportionnelle, c'est-à-dire que si la propriété assurée a, au moment d'un sinistre, une valeur supérieure à celle indiquée inclus, l'assuré ne sera indemnisé que dans la proportion existant entre la somme assurée et la valeur totale du risque.

2^e forme. — Cette police est sujette à la règle proportionnelle, c'est-à-dire que si la propriété assurée a, au moment d'un sinistre, une valeur supérieure à celle indiquée inclus, l'assuré ne sera indemnisé que dans la proportion existant entre la somme assurée et la valeur totale du risque. Mais si une partie de la propriété assurée se trouve explicitement garantie par un autre contrat, la présente police n'assurera que l'excédent de la valeur du risque sur le montant garanti par la première, cet excédent étant soumis à la règle proportionnelle comme il est dit plus haut.

Cette clause de la règle proportionnelle, analogue dans ses deux formes (qui ne diffèrent que par un détail n'en affectant pas le fond) à une clause générale des contrats français, a besoin d'être rapidement expliquée :

En vertu d'un contrat du Lloyd's ne la comportant pas, l'assuré a le droit, en tout état de cause, de réclamer les montants des sinistres pouvant affecter son risque jusqu'à concurrence de la somme portée au contrat. Au contraire, quand cette clause se trouve insérée dans la police, il faut, pour que le sinistre soit réglé intégralement,

que la valeur assurée dans la police corresponde au moins à la valeur exacte du risque. Supposons qu'un risque d'une valeur de 100.000 francs soit assuré pour 75.000 (la clause de règle proportionnelle étant stipulée) : Un sinistre de 20 000 francs se produit. Quel va être le raisonnement des assureurs ? Ils diront : « En assurant votre « risque 75.000 francs quand il valait 100.000, vous avez « voulu rester votre propre assureur pour $\frac{1}{4}$ sur l'en- « semble ; vous viendrez donc au sinistre dans la propor- « tion de $\frac{1}{4}$ et nous de $\frac{3}{4}$. Nous vous verserons « 15,000 francs ».

Warranty clause, ou clause de garantie.

« Garantie mêmes taux, termes et conditions et pour suivre les règlements de la Cie X , cette Cie ayant, durant le cours de la présente police, au moins X francs (sujets seulement aux réductions provenant des sinistres) sur un intérêt identique. Cette police est sujette à toutes modifications de conditions et de taux qui pourraient affecter la police de garantie ».

Cette clause est capitale. On la rencontre dans presque tous les contrats importants qui groupent, indépendamment des assureurs du Lloyd's, des Compagnies puissantes.

L'avantage qu'elle présente profite aux assureurs : elle leur évite une étude de l'affaire présentée ; cette étude est faite par la Compagnie qui, par ses habitudes sérieuses, sa compétence, sa surface, inspire à l'assureur telle confiance qu'il sait immédiatement s'il doit ou non s'intéresser au risque, et, s'il l'accepte, pour quel montant. D'autre part, en cas de sinistre, l'assureur ne s'inquiète

de rien, il suit la Compagnie de garantie et paye sur le vu de sa quittance de sinistre (nous avons envisagé ce point à propos de l'étude des sinistres).

Par contre, et si l'avantage fourni l'est au regard des assureurs, elle engendre, et cela au regard de l'assuré, des devoirs absolument stricts qui doivent être observés avec un grand soin ; suivons-les dans le texte même :

a) Garantie mêmes taux, termes et conditions. — Il faut que tout ce qui est essentiel dans la police de la Compagnie de garantie, soit appliqué dans la police du Lloyd's, surtout relativement aux primes perçues et aux conditions fondamentales. — Unique sanction : la déchéance complète en cas de sinistre. — (Nous signalerons ici l'extrême rigueur avec laquelle sont traités les assurés qui cherchent à éluder cet engagement ; il existe dans les contrats français une clause analogue en ce qui concerne un des points envisagés, c'est celle que l'on appelle la clause de parité de primes qui exige la perception dans le contrat de la prime la plus forte perçue par les co-assureurs ; mais en cas de sinistre la seule sanction est un règlement partiel du dommage calculé proportionnellement à la prime perçue relativement à la prime à percevoir. Si une Compagnie a inscrit dans sa police, portant d'ailleurs clause de parité, une prime de 3 0/00 pour un risque tarifé 4 0/00 par un co-assureur, le 1^{er} ne paierait au sinistre que les 3/4 de ce qu'il aurait dû normalement régler) ;

b) La Compagnie X ayant au moins frs sur un intérêt identique. — Bien entendu, le nom de la Compagnie est notifié au contrat du Lloyd's. Les assureurs se sont engagés sur la surface de cette Compagnie et sa façon de travailler. Ils entendent donc qu'au cours de leur contrat la Compagnie de garantie soit maintenue. On ne doit en conséquence indiquer comme Compagnie de garantie qu'une Société ayant une police d'une durée telle qu'elle atteigne l'expiration du contrat du Lloyd's ; un jour de différence suffirait pour que la responsabilité des assureurs soit dégagée si la Compagnie suivie se retirait du risque avant eux. Si, d'autre part, par suite de circonstances imprévues, la police de la Compagnie de garantie tombe, il est nécessaire d'en aviser immédiatement les souscripteurs et de leur indiquer une autre Compagnie à suivre, s'ils consentent à le faire (ce qu'ils accordent toujours si la nouvelle Compagnie proposée est une Société sérieuse).

De même le montant accepté par la Compagnie de garantie est un renseignement très important : il faut aviser les assureurs des fluctuations qui pourraient se produire à cet égard. — Toutes ces exigences sont intangibles à peine de déchéance absolue.

Nous relevons cette parenthèse : « sujets seulement aux réductions provenant des sinistres ». Rappelons que le montant de tout sinistre est déduit de la garantie du contrat à moins de paiement d'une surprime proportion-

nelle. La réduction ainsi apportée n'a pas besoin d'être signalée au Lloyd's et ne constitue pas infraction à la règle.

Toute modification affectant la police de garantie doit immédiatement être apportée à celle du Lloyd's,

Currency clause, ou clause des cours.

Clause A. — Dans le règlement des sinistres payés sur cette police, \$ 5 seront considérés comme équivalents à £ 1, mais en considération d'une prime additionnelle de 3 0/0, le paiement des sinistres actuels sera fait au change de \$ 4,85 pour £ 1 ;

Clause B. — Cette police est souscrite sur la base de £ 1 pour \$ 5, mais en considération d'une prime additionnelle de 3 0/0, de laquelle nous donnons ici reçu, les assureurs conviennent de payer les sinistres au taux du change fixé à Londres à la date du paiement.

Nous avons cité cette clause telle qu'elle existe au formulaire du Lloyd's, mais étant donnée son importance pour nous, Français, en des temps où le change constitue une grosse préoccupation financière à la fois par son élévation et par son instabilité, nous en traduirons les deux formes en les réduisant à leur donnée essentielle et en les appliquant à un exemple concret touchant notre monnaie.

Nous souscrivons un contrat le 1^{er} mars 1920, le cours de la livre sterling étant de 48,50 et nous voulons y insérer une clause nous garantissant de trop grandes fluctuations du change. Nous avons le choix entre deux clauses :

Clause A : les sinistres seront réglés sur la base de X francs par £ ;

Clause B : les dommages seront réglés sur la base du taux du change au jour du sinistre.

Examinons d'abord cette seconde hypothèse : nous avons souscrit un contrat de £ 1000 qui, valant 48.500 francs, représentent la valeur de notre propriété. Si, au moment du sinistre, la £ ne vaut plus que francs 35, — notre contrat ne vaudra plus que pour francs 35.000, valeur insuffisante qui entraînera l'application de la règle proportionnelle, — l'éventualité inverse nous procurant par contre, mais seulement en cas de sinistre total, le paiement d'une somme supérieure au préjudice subi. Il y a là un jeu qui peut présenter des dangers sérieux uniquement pour l'assuré.

Voyons maintenant la première hypothèse qui permet d'envisager le problème à la fois au point de vue de la prime et au point de vue du capital assuré. Là, en effet, la prime, comme le sinistre, se règle d'après une base fixe indépendante de toute fluctuation. La livre valant à la souscription de la police, comme nous l'avons dit tout à l'heure, francs 48,50, nous voulons assurer notre risque qui vaut 80.000 francs. Nous convenons que la livre sera calculée, au règlement du sinistre, pour francs 40. Nous assurons donc 2.000 £. Si la prime est calculée à 1 0/00 du capital assuré, par exemple, elle égale 80 francs ou, à notre taux, 2 £. Les assureurs exigeront donc ces 2 £ que nous ne pourrons qu'acheter au cours du jour, moyennant 97 francs. Nous payons donc,

en fait, une prime d'autant plus élevée que nous fixons un taux plus bas au cours choisi. D'après cela il semblerait logique de chercher un taux fixe se rapprochant le plus possible du taux actuel, mais alors nous retombons dans le danger signalé à propos de l'hypothèse étudiée plus haut, à savoir l'insuffisance d'assurance et l'application de la règle proportionnelle en cas de baisse du cours de la livre. Le problème se pose là sous un double aspect inévitable : ou payer une prime très élevée, ce qui est déplorable, ou risquer un règlement partiel d'un sinistre, ce qui l'est non moins. Le malheur, c'est qu'il n'existe actuellement aucun moyen de se décider en faveur d'une solution de préférence à l'autre, étant donné le caprice vraiment déconcertant des cours de la Bourse : le hasard se charge de favoriser ou de défavoriser les assurés qui doivent opter sans base précise.

Earthquake clause, ou clause des tremblements de terre.

La condition préalable à l'admission d'un sinistre sur cette police est que l'assuré doit, s'il lui est demandé par les souscripteurs, prouver que ce sinistre d'incendie n'est pas causé ou déterminé directement ou indirectement par tremblement de terre, feu souterrain, éruption volcanique, ou un trouble naturel quelconque, étant bien stipulé que les assureurs ne seront pas responsables des sinistres d'incendie ainsi déterminés.

Cette clause est généralement insérée dans les contrats concernant des pays où les phénomènes sismiques sont fréquents ; les assureurs entendant se soustraire à de tels risques à moins de stipulations spéciales.

Special riots, etc. clause, clause spéciale de grèves, etc. . .

Cette assurance ne couvre pas les pertes ou dommages directement ou indirectement occasionnés par ou survenant à la suite de :

a) Invasions, hostilités, actes d'ennemis, grèves, émeutes, rébellions, insurrections, dictature, ou destruction par ordre de l'autorité publique ;

b) Incendies survenus en conséquence des circonstances ou causes ci-dessus énoncées.

Et dans le cas d'un sinistre survenant sur cette police, l'assuré doit, s'il lui est demandé par les assureurs, prouver que la perte ou le dommage ne provient d'aucune de ces causes.

Ces deux dernières clauses, indépendamment des exclusions qu'elle proclament, ont une portée très grave par leur dernière phrase qui permet aux assureurs d'enjoindre à l'assuré de faire la preuve de leur responsabilité. L'insertion de cette condition dans leur contrat renverse l'administration de la preuve à leur profit et leur fait prendre ainsi un avantage considérable sur leur assuré.

(Il existe aussi une clause intitulée ; *special riots, earthquake, etc. . . clause* qui groupe les deux dernières étudiées).

War clause, ou clause de guerre.

Cette police ne garantit pas les pertes ou dommages à la propriété assurée occasionnés par la guerre, l'invasion, les actes d'hostilités, la guerre civile, l'insurrection, l'émeute, la dictature ou la confiscation par ordre du Gouvernement ou de l'autorité publique.

Marine clause. — Ici nous nous trouvons en face de la rencontre du contrat terrestre et du contrat maritime ;

Cette assurance ne couvre aucune perte ou dommages garantis en même temps par une police maritime (ou qui auraient été

garantis si cette police n'avait pas été souscrite) excepté en ce qui concerne l'excédent des sommes garanties par la présente police sur celles prévues au contrat maritime (ou qui auraient été garanties par le contrat maritime si le présent n'avait pas été souscrit).

Cette clause est assez sybilline et mérite un éclaircissement que nous allons nous efforcer d'apporter.

D'abord, voyons le cas normal de la co-existence du contrat terrestre et du contrat maritime. Il est simple à concevoir quand on aura rappelé que la plupart des polices maritimes prolongent leur garantie pendant dix jours après la mise à quai des marchandises ou objets quelconques débarqués des navires ; il est évident qu'une police incendie prenant effet le jour du débarquement d'un navire se trouve faire double emploi avec le contrat maritime.

Que se passe-t-il alors, en vertu de la « marine clause » ? Nous voyons d'abord affirmer ce principe, cher aux assureurs du Lloyd's — nous l'avons en effet trouvé dans la plupart des formules indiquées plus haut — que la police n'a pas d'effet si un autre contrat existe en même temps. Puis, cette clause très claire étant posée, nous rencontrons deux incidentes identiques qui sont beaucoup moins explicites : « ou qui auraient été garantis si la présente police n'avait pas été souscrite » : Cette clause vise à se soustraire à une condition semblable pouvant être insérée dans le contrat maritime et qui aurait pour effet d'annihiler leur précaution et de leur laisser l'entière responsabilité du sinistre. Par cette

phrase, le Lloyd's entend, en toute éventualité, ne pas être engagé si la police maritime existe (même si sa propre existence devait entraîner l'abrogation de cette dernière par l'effet d'une clause y insérée).

Overrunning clause, ou clause de court-circuit.

Aucun sinistre ne sera admis pour dommage causé aux appareils électriques (dynamos, transformateurs, générateurs...) par la trop haute tension du courant, court-circuit ou autre accident de même nature.

Claim endorsement clause, ou clause de règlement de sinistre.

Payé à titre de sinistre (ou de ristourne de prime) fr.
règlement fait en compte avec dont décharge est donnée
par la présente aux assureurs.

Cette simple clause, insérée sur la police même, indique que le sinistre (ou la ristourne de prime) a été réglé par les assureurs qui exigent toujours que mention en soit faite, par eux-mêmes, sur le contrat.

Adjustable clause, ou clause de compte-courant (spéciale aux contrats incendie).

La prime payée est seulement provisionnelle et est sujette à révision à l'expiration de la police, l'assuré déclarant à ce moment le maximum atteint au cours de chaque... (jour, semaine, mois, trimestre...) et la prime étant calculée sur la moyenne de ces existences, il y aura lieu, soit à perception supplémentaire, soit à ristourne de prime...

Cette clause permet au contractant de couvrir des marchandises dont la valeur est soumise à variations constantes et sensibles, sans craindre de ne pas les avoir assurées suffisamment ou de payer une prime trop forte comme basée sur un maximum rarement atteint. Elle

assure une garantie exacte pour une rémunération logique puisqu'elle tient compte des existences réelles pour calculer la prime.

Tout ce qui vient d'être signalé à propos de l'assurance terrestre directe s'applique également à la réassurance, opération pratiquée au Lloyd's sur une large échelle. Le contrat de réassurance est très simple : il garantit une portion de la part acceptée par la Compagnie réassurée, et le caractère du contrat n'est nullement modifié.

TROISIÈME PARTIE

LE LLOYD'S A L'ÉTRANGER

CHAPITRE PREMIER

LE LLOYD'S DANS LE MONDE

Le Lloyd's ne s'est pas borné à s'assurer dans le Royaume-Uni une supériorité incontestable sur toutes les autres organisations d'assurance, il a voulu conquérir les grands marchés extérieurs. En ce qui concerne la partie maritime, il a réussi à s'imposer à peu près partout ; mais il faut avouer qu'en ce qui concerne les assurances terrestres, son succès a été beaucoup moins grand : tous les armateurs ou commissionnaires connaissent le Lloyd's, les propriétaires de biens sédentaires l'ignorent en général.

Comment expliquer cette différence ?

Une première raison est que Lloyd s'a d'abord souscrit et qu'il continue à souscrire surtout des assurances

maritimes. Les opérations terrestres sont venues plus tard et constituent actuellement une source d'affaires bien moins abondante.

D'autre part, la prépondérance de la flotte commerciale anglaise oblige la majeure partie des marchandises expédiées à être transportées sur bâtiments anglais, l'assurance étant le plus souvent comprise dans le coût du transport. Le commerce maritime entraîne aussi des relations étroites avec les ressortissants britanniques qui n'auraient garde de laisser ignorer une institution nationale aussi caractéristique et aussi lucrative.

En troisième lieu, le Lloyd's recrute dans l'élite du commerce de la plupart des ports du monde entier des agents qui sont chargés de le représenter relativement à toute opération résultant d'une police émise par lui et de le renseigner sur toute éventualité pouvant l'intéresser. Ces agents n'ont aucun pouvoir pour souscrire un contrat, mais néanmoins contribuent puissamment à répandre dans le monde des armateurs, gens de mer, commerçants, commissionnaires, le renom de l'association pour laquelle on les voit toujours agir. Ces agents *délégués de l'association*, c'est-à-dire mandatés non pas par tel ou tel souscripteur, mais par tous indistinctement, ont donc des *fonctions de représentant* et de *correspondant*. A titre de représentant, ils interviennent dans les constatations d'avaries, règlement de sinistres, ou au cours des contestations qui pourraient survenir et dont ils

peuvent discuter le bien-fondé amiablement. A titre de correspondant, ils sont chargés de renseigner le Lloyd's sur les mouvements de navires dans le port où ils résident, sur les cours des denrées de la place, sur les statistiques, enfin sur tout événement intéressant la navigation et le commerce.

Nous rappellerons seulement pour ordre les travaux exécutés par le Lloyd's sur les côtes en vue d'établir des postes de sauvetage ou de télégraphie, pour constater qu'il est parfaitement motivé que le Lloyd's maritime soit universellement connu et apprécié.

Au contraire, il en va tout autrement du Lloyd's terrestre. Tandis que les centres d'assurances maritimes sont principalement les ports qui facilitent les relations internationales et qui sont pourvus de représentants spéciaux, l'assurance terrestre trouve un champ d'action très disséminé et très vaste ; elle s'attache à des risques qui présentent le plus souvent un caractère particulier ou local, voire national, et qui n'entraînent que rarement des relations fréquentes avec l'étranger. Il y a là une différence de nature qui, à elle seule, suffirait à justifier l'ignorance parfaite du Lloyd's terrestre. Mais de plus, une autre raison renforce cette ignorance ; c'est que le Lloyd's terrestre n'a pas, comme le Lloyd's maritime, une nuée d'agents répandus sur le monde. Il a bien nommé de-ci de-là des personnes chargées de régler différents sinistres, mais outre que ces nominations sont très

temporaires et même parfois faites pour un sinistre particulier, elles ne confèrent pas le caractère d'agent-représentant du Lloyd's. Le Lloyd's terrestre ne se présente donc pas au dehors autrement que comme une association purement anglaise qu'aucune propagande n'est susceptible de dévoiler au profane.

Une assurance proposée au Lloyd's doit donc être envoyée directement par l'assuré à un Broker anglais s'il en connaît un ou souscrite par un courtier étranger qui a des attaches sur le marché de Londres. Il y a évidemment là un maniement assez difficile et complexe qui ne contribue pas peu à écarter le Lloyd's des marchés étrangers.

Les souscripteurs se sont préoccupés d'une telle situation et nous avons pu constater que depuis un certain nombre d'années déjà ils ont cherché à pallier à ces difficultés par le moyen suivant :

Un certain nombre d'underwriters se groupent et donnent pouvoir à un courtier d'une place étrangère (Paris, par exemple) dont l'honorabilité et l'autorité sont hors de doute, d'accepter pour eux les risques de telle ou telle catégorie jusqu'à concurrence de telle ou telle somme et ce en suivant des Compagnies de garantie nominativement désignées. Ce courtier joue le même rôle sur son marché et dans le rayon qui lui est assigné, que le souscripteur lui-même : il accepte, donne couverture, encaisse la prime, règle les sinistres, en avisant les assu-

reurs des opérations qu'il effectue pour leur compte et en les réglant de temps en temps suivant conventions passées. Il est à remarquer que ce courtier n'est pas représentant du Lloyd's, mais agent de tel ou tel souscripteur. Cette pratique s'est répandue en France depuis ces dernières années où les risques à assurer sont tellement importants que les assureurs manquent, où la plupart des Compagnies purement anglaises (comme toutes les Compagnies étrangères d'ailleurs) installent des succursales ou nomment des agents à Paris et dans les grands centres. Le Lloyd's n'a pas voulu laisser échapper une source considérable d'affaires et il a trouvé ce moyen de les saisir.

Les contrats qu'il autorise le plus souvent à souscrire sont les contrats *incendie, vol, bijoux tous risques, automobiles tous risques, accidents voyages, transports*.

Il se réserve encore l'examen des contrats de guerre émeutes, grèves, révolutions, vie, responsabilité d'employeurs, etc...

La nouveauté des formules et les avantages de toute nature sur lesquels nous reviendrons, la largeur de conception du contrat, commencent à attirer les assurés vers le Lloyd's et nous ne doutons pas que ce système ne donne d'ici peu d'excellents résultats pour nos alliés anglais (1).

(1) A titre documentaire, nous donnons ici copie d'un contrat relatif aux

opérations incendie, passé entre des groupes du Lloyd's et un très important courtier de Paris :

Cette convention de souscription faite entre les membres souscripteurs du Lloyd's (ci-après dénommés les souscripteurs) qui ont signé ci-après

d'une part,

et M. X..., courtier à Paris (ci-après dénommé l'agent) d'autre part témoigne que les souscripteurs appointent ici l'agent comme leur représentant à Paris pour accepter pour leur compte (et par suite les engager), toutes assurances contre l'incendie et les dommages consécutifs à l'incendie sur risques situés en France et les colonies françaises et / ou le Congo belge et l'Amérique du Sud.

Ces assurances seront soumises aux conditions et stipulations ci-après exprimées :

1° L'Agent acceptera pour les souscripteurs, et par suite rendra obligatoires pour eux, des assurances directes sur les risques où sera, comme co-assureur sur intérêt identique, l'une des Compagnies suivantes :

- a) Un membre du « Syndicat Français » ;
- b) Un membre du « Comité Français » ;
- c) « La Paternelle », « la France » ou « le Nord » ;
- d) Un membre du « Fire Office Comitee » de Londres.

L'Agent aura également le droit d'accepter pour les souscripteurs des réassurances facultatives avec l'une des Compagnies citées plus haut.

2° En acceptant pour le compte des souscripteurs en ce qui concerne une assurance directe et par suite en les engageant, l'Agent délivrera à l'assuré ou à son représentant une *note de couverture*.

En donnant couverture pour une réassurance l'Agent signera la *take-note* (note de prise en charge) présentée par la Compagnie réassurée.

3° L'Agent n'acceptera jamais pour les souscripteurs des montants supérieurs à ceux indiqués dans la liste des risques annexée au présent contrat, mais il sera seul chargé de déterminer ce qui constitue *un seul risque*.

La somme totale souscrite sur ce risque par une ou plusieurs polices ne devra pas excéder :

2 fois $1/2$ le montant accepté par la Compagnie de garantie sur le même intérêt quand il s'agira d'assurance directe.

4 fois le montant retenu par la Compagnie réassurée quand il s'agira d'une réassurance.

4° L'Agent enverra chaque jour une feuille d'avis aux brokers MM. X..., donnant le détail de tous les montants acceptés ; il y joindra le libellé des contrats, le calcul des primes et toutes informations permettant d'établir les polices à Londres.

5° L'Agent ne devra pas engager les souscripteurs pour une période excédant quinze mois.

6° L'Agent acceptera les risques proposés aux mêmes taux, termes et conditions que la Compagnie de garantie.

7° En considération du fait que les Agents agissent comme représentants des souscripteurs, en concordance avec les conditions et stipulations du présent, ces derniers acceptent de leur allouer les commissions suivantes :

0/0 des primes pour les polices directes des affaires de France, Colonies françaises et Congo.

0/0 des primes pour les polices directes des affaires de l'Amérique du Sud.

0/0 des primes pour les polices de réassurances.

Il sera de plus accordé à l'Agent, en fin d'année, une Commission supplémentaire de 0/0 des bénéfices nets.

8° Les brokers mentionnés au § 4 enverront chaque mois à l'Agent un compte au nom des souscripteurs. L'Agent donnera son accord et devra régler ce compte dans les trois semaines de sa réception.

9° En cas de désaccord entre les souscripteurs et l'Agent relativement à l'exécution de la présente convention, on aura recours à deux arbitres à Londres, l'un choisi par les souscripteurs, l'autre par l'Agent et ce dans les deux semaines de la demande de l'une quelconque des parties. Si l'une des parties ne désignait pas un arbitre dans les deux semaines, l'autre aura la faculté de désigner le deuxième arbitre. Les arbitres désigneront, avant d'entrer en discussion, un surarbitre en prévision du cas où ils n'arriveraient pas à s'entendre sur le litige.

La décision des arbitres ou de l'arbitre départiteur liera définitivement les parties. Aucune action ou procédure légale ne sera engagée par l'une des parties contre l'autre, en ce qui touche tout litige, et la présente clause sera considérée comme une convention d'arbitrage dans le sens de l'« arbitration act » de 1889.

10° Cette convention de souscription est en vigueur pour 12 mois et peut être renouvelée d'année en année, mais elle peut être résiliée en tout temps par l'une ou l'autre partie moyennant un préavis de six mois.

Signé à Londres, le

CHAPITRE II

LE LLOYD'S EN FRANCE

Nous venons de voir comment le Lloyd's avait la possibilité de s'intéresser dans des affaires étrangères : par offres directes faites à Londres, par agents locaux. Nous allons maintenant voir quelle est la situation des contrats anglais en France et nous examinerons cette situation : *a)* au point de vue juridique ; *b)* au point de vue fiscal ; *c)* au point de vue de l'adaptation de certaines polices aux lois françaises. Nous verrons ensuite quelles difficultés pratiques se trouvent soulevées par la souscription de ces contrats et quels remèdes ont été apportés jusqu'ici à ces difficultés.

SECTION A

La situation juridique du contrat du Lloyd's en France.

Nous pouvons envisager cette situation à deux points de vue ; au point de vue de la validité du contrat et de ses clauses, et au point de vue des tribunaux compétents

pour connaître des contestations s'élevant à son sujet. Nous nous bornerons d'ailleurs à rappeler les principes généraux du droit et signaler les tendances de la jurisprudence.

I. — *Validité du Contrat.*

a) Les conditions de forme seront régies, conformément à la règle « *Locus Regit actum* », par la loi du lieu de la souscription de la police, soit par la loi anglaise. C'est d'après cette loi que seront mesurées la nature et l'étendue de la force probante de l'acte.

b) En ce qui concerne les conditions de fonds, la capacité des parties étant régie par leur loi nationale, on appliquera la loi à laquelle les contractants ont voulu se référer. Si l'intention des parties n'est pas expressément ou tacitement formulée, on appliquera soit leur loi nationale s'ils sont de même nationalité (anglaise par conséquent puisque par hypothèse un contractant est sujet britannique) soit la *lex loci contractus* s'ils sont de nationalités différentes (Cass. Civ., 4 juin 1878 D., 78 1-368. — Cass. Req., 21 juin 1904 D., 1906-1-395. — Paris, 18 juin 1907 ; Clunet, 1908, 138. — Cass. Req., 18 décembre 1872 ; Clunet, 1874 p. 240. — Tribunal civil de la Seine, 26 nov. 1874 ; Jurisprudence générale des ass. terrestres, tome 3, p. 107. — Trib. civ., Anvers, Clunet 1878, p. 512. — Cour de l'Alabama, 1878, Clunet, 1880 p. 311), soit encore la *lex loci executionis* (Weiss, tome IV, p. 366 et suiv., 371 et suiv. ; Surville et Arthuys, n° 237 et suiv.).

II. — *Compétence des tribunaux.*

Rappelons : 1° L'art. 14 du Code Civil, qui décide que l'étranger même non résidant en France peut être cité devant les tribunaux français pour l'exécution des obligations par lui contractées en France ou à l'Etranger envers des Français.

2° L'art. 15 du C. C. permettant à un étranger de traduire un Français devant un tribunal français pour obligations contractées à l'étranger.

3° La convention anglaise du 30 avril 1862 qui accorde aux Sociétés anglaises et françaises la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice, soit en demandant, soit en défendant, devant les tribunaux de France et d'Angleterre.

4° La jurisprudence qui décide que les tribunaux français ne sont pas tenus de statuer sur les contestations survenant entre étrangers, car ils sont institués pour rendre la justice aux nationaux et non aux étrangers.

(V. Cass. Req., 26 juil. 1849, D. 52-1-249 ; Cass. Req., 10 mars 1858, D. 58-1-313 ; Paris, 12 déc. 1893, D. 95-2-136 ; Cass. Civ., 5 juin 1905, D. 1906-1-121).

Signalons aussi l'exception à cette règle en ce qui concerne les contestations commerciales entre étrangers quand le défendeur est domicilié de fait en France (Cass. Req., 19 déc. 1881, D. 82-1-272 ; Montpellier, 26 juillet 1895, D. 98-2-28) et la possibilité pour les tribunaux français d'ordonner, dans un litige entre étrangers des

mesures conservatoires destinées à pourvoir aux intérêts urgents des parties (Cass. Civ., 23 mars 1868, D. 68-1-369 ; Paris, 3 février 1892, D. 93-2-221).

Nous devons noter :

Que le contrat du Lloyd's porte souvent dans ses conditions particulières une clause attributive de compétence : « Il est entendu que le jugement des contestations sera de la compétence exclusive des tribunaux français (ou anglais) » ; la question est ainsi préalablement tranchée ;

Que quand l'assuré est demandeur, il doit avoir soin d'assigner individuellement tous les signataires de la police, non solidaires ;

Que les assureurs plaident en France par l'intermédiaire de *solicitors* fixés dans les principaux centres, qui sont chargés de suivre et de soutenir l'action contentieuse de l'Association partout où le besoin s'en fait sentir.

SECTION B

La situation fiscale du contrat du Lloyd's en France.

Nous venons de voir que le contrat du Lloyd's pouvait et devait même souvent avoir une vie juridique en France. Ne doit-il pas par contre remplir certaines conditions et n'est-il soumis à aucune obligation ?

Il en est au moins une que la loi n'a eu garde d'oublier : tout contrat étranger, souscrit par un Français (1) doit

(1) Quand le contrat du Lloyd's est passé, non avec un Français, mais avec un étranger, le droit fiscal n'est exigible qu'en cas d'usage public (Art. 58, loi du 28/4/1816).

être enregistré et acquitter le droit correspondant quand il en est fait usage en France (Art. 8, loi de 1871 ; Cass., 5 février 1884 S. 85-1-385 ; Cass., Chambres réunies, 28 mars 1895, S. 95-1-293) (1). Le résultat de l'obligation est clair, c'est de faire payer un droit fiscal au contrat venu de Londres ; mais les cas dans lesquels on est tenu de faire procéder à cette opération sont beaucoup moins bien définis par cette phrase : « quand il en fait usage en France ». Que doit-on entendre par là ?

La jurisprudence elle-même a varié souvent sur la question, mais de ses décisions fréquentes, on peut dégager les règles suivantes à peu près admises maintenant :

1) L'usage est d'abord constitué par la production du contrat en justice ce qui est évidemment le cas le plus précis et le moins contestable.

2) C'est ensuite le cas d'un sinistre non contesté. Celui-ci donne lieu, en effet, à rédaction de procès-verbal, à nouvel accord, relatif aux règlements de dommages, le tout effectué en France, où par hypothèse le risque se trouve situé.

3) C'est encore la simple mention dans un contrat quelconque de l'existence de la police en question. Dans un contrat d'assurance, ce sera la mention de co-assurance (Seine, 8 mai 1875, répertoire d'enregistrement, 421-8 ; Cass., 19 janvier 1876, Répertoire d'enregistrement,

(1) V. aussi Wahl : *Traité de droit fiscal*, tome 2, n° 980 et suivants.

429-1) ; dans un contrat visant la propriété assurée, ce sera le fait d'être indiqué comme sûreté spéciale, etc...

Comme on le voit, des cas de ces genres sont encore assez nombreux et il arrive souvent que l'on doit faire enregistrer la police du Lloyd's et payer le coût de l'enregistrement (1).

SECTION C

L'adaptation des contrats du Lloyd's aux lois françaises

Indépendamment des conditions légales, qui régissent le contrat lui-même, il est des questions qui peuvent surgir au sujet de la garantie demandée par certains assurés.

Précisons une question : la loi anglaise n'a pas la même

(1) L'enregistrement d'un contrat du Lloyd's donne lieu aux perceptions suivantes :

1° L'enregistrement proprement dit qui frappe le contrat daté de Londres sur les bases fixées pour les polices d'assurances souscrites en France.

Ex. Contrat Incendie : 11 0/0 de la prime (lois des 23 août 1871 et 31 décembre 1873 modifiées par celle du 25 juin 1920).

Contrat Accidents : 2.25 0/0 de la prime (loi du 29 juin 1918 modifiée le 25 juin 1920).

Contrat Vol : 2.25 0/0 de la prime (loi du 29 juin 1918 modifiée le 25 juin 1920).

2° Le coût du timbre de dimension, décompté sur la police et les intercalaires y annexés.

A ce sujet signalons un procédé destiné à éviter un impôt trop lourd par suite de l'importance de l'intercalaire inséré dans le contrat : on supprime toutes les conditions particulières en les remplaçant par cette clause « cette police est souscrite aux conditions tant générales que particulières de la police n° .. de la Compagnie .. et à celles de l'intercalaire y annexé dont la Compagnie soussignée a reçu communication ».

conception de la responsabilité civile que la loi française, elle est beaucoup moins étendue, et en conséquence on s'assure peu contre elle. Un Anglais qui assure son immeuble ou son mobilier n'éprouve pas le besoin de faire étendre au-delà sa garantie. Au contraire, lié par la loi, l'assuré français prévoit : le recours du propriétaire contre lui en cas de sinistre, ou risques locatifs (articles 1733 et 1734 C. C.) s'il est locataire, et le recours des locataires s'il est propriétaire (article 1386), le recours des voisins dans tous les cas (articles 1382 à 1384).

Une autre question : un Anglais propriétaire d'une marchandise quelconque la confie soit en consigne soit en dépôt à un tiers ; cette marchandise est assurée soit par lui, soit par le tiers, mais pas par les deux, et pas autrement qu'à titre de risque direct. La loi française oblige, par sa conception de la responsabilité, à une assurance directe par le propriétaire et à une assurance de responsabilité par le dépositaire.

Un autre exemple encore : la loi de 1898 a prévu pour la responsabilité de l'employeur vis-à-vis de l'employé des règles spéciales absolument ignorées en Angleterre.

Est-ce à dire qu'il est impossible de réaliser à Londres des assurances de responsabilité parce que la loi anglaise procède d'une autre conception que la nôtre ? Non. Les Anglais ont trop de sens pratique et commercial

pour ne pas sentir que, sous peine de ne pas parvenir à conquérir le marché français, ils devaient savoir adapter leurs contrats d'assurances aux lois françaises, et, s'en remettant absolument aux usages locaux, ils ont souscrit la garantie de risques dont ils ignorent la plupart du temps la portée exacte. Une seule restriction s'est imposée : la responsabilité des assureurs est toujours limitée à une somme fixe, même quand il s'agit de la garantie-loi de 1898, essentiellement variable suivant la gravité de l'accident et les charges de famille du blessé. Il faut avouer que l'on sent, en ce qui concerne ces garanties, un flottement incontestable chez les assureurs qui ne sachant trop ce à quoi ils s'engagent, cotent des primes fantaisistes ne répondant pas toujours à la valeur du risque. Néanmoins il y a là un essai curieux tout à la louange de l'esprit commercial de nos alliés.

SECTION D

Difficultés pratiques soulevées à l'encontre du contrat du Lloyd's

Nous voulons signaler ici les obstacles qui se dressent devant le développement des affaires du Lloyd's en France. Nous pourrions passer rapidement car nous avons déjà entrevu la plupart de ces obstacles dans les développements antérieurs :

1° La difficulté d'aborder les souscripteurs du Lloyd's. On ne peut traiter les affaires que par l'intermédiaire d'un broker agréé ou par celui d'un correspondant d'un broker. Aucun contact direct, aucune possibilité de discussion entre les parties. D'où retards inévitables comme moindre conséquence, sans compter les erreurs d'interprétation que l'intermédiaire n'est pas toujours en mesure de redresser ;

2° La question des changes qui prend à l'heure actuelle une acuité extraordinaire. Nous avons examiné cette question à fond en étudiant la *currency clause* et nous sommes arrivés à cette conclusion que l'on ne pouvait jamais être certain de la garantie que l'on devait attendre d'une police du Lloyd's. Il faut admettre que cette question des changes est redoutable, qu'elle entraîne un tel aléa dans les transactions franco-britanniques, en particulier, que ces transactions tendent à se réduire au strict nécessaire et que l'on sera toujours plus tenté de souscrire un contrat d'assurance en France dans des conditions de certitude absolue qu'en Angleterre, pour éviter de gros risques de perte au moment d'un sinistre. Et il faut aussi avouer qu'on attend encore une mesure d'ordre général visant à supprimer ou à atténuer cette situation. Les palliatifs que les assureurs du Lloyd's ont admis ne constituent que des mesures fragmentaires qui certes ont leur valeur, mais qui n'atteignent qu'un nombre restreint de contractants.

Nous écarterons immédiatement la fixation d'un change uniforme, car nous avons déjà montré les résultats paradoxaux de cette solution, mais nous nous étendrons sur les conventions spéciales, relatives au point de vue comptable, passées entre les souscripteurs et les agents français autorisés à accepter des affaires pour leur compte. Ajoutons que cette réglementation est entrée pour la première fois en vigueur le 1^{er} janvier 1920.

Il est convenu que les souscriptions se feront en francs (nous sommes en France) moyennant des primes calculées en francs et que des comptes mensuels seront établis entre les assureurs et leurs correspondants. A ce moment (le premier de chaque mois par exemple) un règlement va intervenir ; il se fera, soit par le dépôt dans une banque de la somme passée au crédit des assureurs quand ceux-ci en ont l'utilisation en France ; soit, dans le cas contraire, en traduisant leur crédit en £ sterling sur la moyenne des changes des huit derniers jours du mois. En somme, les assureurs et leur correspondant prennent à leur charge les chances de variations du change et l'assuré n'en souffre pas. Mais cette situation ne se présente que pour les particuliers traitant par l'intermédiaire d'un courtier agent du Lloyd's et ne s'applique pas à ceux qui traitent directement à Londres.

3° La compétence éventuelle des Tribunaux anglais, l'ignorance de la loi britannique et l'obligation d'assigner individuellement tous les souscripteurs du contrat (qui

peuvent être nombreux, plusieurs centaines quelquefois) en cas de contestation, sont des causes qui offrent évidemment des inconvénients sérieux. Elles sont d'ailleurs exploitées par les adversaires du Lloyd's qui ne manquent pas cette excellente occasion de battre en brèche l'influence de l'association sur le marché français.

4° Puis une série de causes sans grande portée, mais qui comptent quand même dans la décision des assurés : emploi d'une langue étrangère, ce qui en France surprend toujours un peu, inquiétude de se trouver en défaut avec le fisc, coutumes et habitudes déplacées, etc. . .

Telles sont les raisons que l'on peut invoquer pour créer des obstacles à l'admission des contrats du Lloyd's en France, telles sont les véritables causes effectives de ces obstacles et l'acclimatation difficile du Lloyd's sur notre sol.

SECTION E

Considérations sur une raison de la souscription de certains contrats du Lloyd's en France

Puisque nous venons de voir quelles étaient les causes générales qui entravaient normalement l'extension des opérations du Lloyd's en France, qu'il nous soit permis de jeter un coup d'œil sur une des circonstances qui, au contraire, facilitent leur développement. Nous ne voulons pas parler ici des avantages présentés par les dits con-

trats ; nous les retrouverons en poussant, dans une prochaine partie, des comparaisons approfondies entre les deux systèmes anglais et français. Nous voulons mettre au jour une cause particulière que nous tenons à dénoncer en la jugeant comme elle le mérite.

Depuis le moment où l'on a parlé d'imposer, en France, le contribuable suivant ses possibilités de paiement, c'est-à-dire sur son revenu ou sur son capital, certains citoyens ont cherché à se dérober au moins pour partie à ce devoir. Les dernières années n'ont pas peu contribué à aggraver la situation économique et ont amené les pouvoirs publics à rechercher d'une manière plus effective encore la matière réellement imposable pour la taxer suivant son importance. C'est alors que les mêmes personnes — et c'est avec une impartialité parfaite que nous sommes obligé de constater que ces personnes appartiennent toutes, à notre connaissance, aux classes supérieures de la société — ont imaginé le système suivant basé sur un raisonnement ainsi conçu.

La détermination de la richesse acquise ou du revenu qui doit supporter la taxe, se fera très vraisemblablement en tenant compte, entre autres éléments d'appréciation, des manifestations extérieures de notre vie, du montant de notre loyer, de la valeur de notre mobilier ou de notre immeuble. Les évaluations de ces dernières catégories de biens se feront très approximativement, à moins que des documents précis viennent appuyer d'une

manière irréfutable les prétentions du fisc. Les polices d'assurances contractées en France, soumises à l'enregistrement, passibles du timbre, constituent de ces documents renseignant trop parfaitement l'Administration sur notre richesse imposable (1) ; supprimons-les ; ... mais, comme il est bon de protéger ces richesses contre un accident quelconque, cherchons la solution qui nous permettra de le faire sans retomber dans le danger fiscal.

Et alors, on assure au Lloyd's dont la police n'est susceptible de tomber entre les mains du fisc que dans de rares circonstances ; on a même soin souvent de s'adresser directement à Londres sans passer par un intermédiaire de Paris dont les livres pourraient conserver la trace de l'opération accomplie ; on confie la police en garde à Londres même, enfin on se livre à un petit manège toujours très compliqué pour dérouter les soupçons ennuyeux.

Nous ne discutons pas la valeur du raisonnement que nous venons de signaler, mais nous affirmons d'une manière absolument catégorique son authenticité et il nous serait possible de citer de nombreux cas où les contrats d'assurance sont souscrits au Lloyd's pour cette seule considération. Nous tenons à nous élever ici contre de telles pratiques.

(1) Ce raisonnement est ici parfaitement exact. Pour ne citer qu'un exemple, la Commission des Finances de la Chambre des Députés en a délibéré dans sa séance du 17 mars 1920.

L'impôt plus que jamais est un devoir strict pour tous les Français et nul ne doit tenter de s'y soustraire. Et il est d'autant plus criminel de le faire que la vie de la nation est plus en jeu — elle ne l'a jamais été autant qu'aujourd'hui à ce point de vue — et que l'on a plus de moyens d'acquitter sa part du tribut dont le poids retombe fatalement sur des épaules moins robustes en cas de défaillance.

Il est encore évident que cette protestation est toute platonique, dans un ouvrage qui n'est pas destiné à un public dont l'opinion saurait suffire à faire cesser le scandale et qu'elle n'empêchera pas le renouvellement de pareils faits, mais il est pour nous une question de conscience de la formuler avec toute notre force en la signalant ici puisqu'aussi bien elle se rapporte directement à notre étude.

QUATRIÈME PARTIE

ÉTUDE COMPARÉE DE LA CONCEPTION DE L'ASSURANCE PAR LE LLOYD'S ET PAR LES COMPAGNIES FRANÇAISES

Les deux systèmes que nous allons essayer maintenant de mettre en présence procèdent de deux conceptions différentes qui sont elles-mêmes les résultantes de deux mentalités bien caractérisées. Le système anglais a pour base une conception commerciale de l'assurance, comportant tous les aléas d'une entreprise hardie ; le système français se renferme dans l'établissement d'un équilibre longuement calculé, d'une technique minutieuse qui entend ne rien laisser au hasard.

Nous devons insister sur les caractères généraux de ces deux conceptions, ce qui nous facilitera la détermination des points de comparaison que nous cherchons.

SECTION A

Le Lloyd's

Examinons d'abord le système anglais du Lloyd's et dégageons-en les traits principaux :

Le Lloyd's est une bourse d'assurance qui considère que cette branche de l'activité économique est une entreprise commerciale qui doit s'inspirer du même principe que toutes les autres, employer les mêmes méthodes, viser les mêmes buts.

Un souscripteur auquel on soumet un risque ne l'examine qu'à un point de vue : c'est une affaire qui est susceptible d'être bonne ou mauvaise. Mérite-t-elle d'arrêter son attention et peut-elle, à première vue, constituer la base d'une spéculation ? Car toute affaire commerciale a pour base une spéculation (en excluant le sens péjoratif du mot). C'est la seule question qui se pose.

Ayant jugé l'affaire et la croyant bonne, le souscripteur va chercher à la solutionner suivant les méthodes générales nécessaires à l'aboutissement espéré : la rapidité, la loyauté, la satisfaction donnée au contractant. Il va, une fois qu'il se sera fait une idée du risque, donner non seulement son adhésion de principe, mais le chiffre exact qu'il est prêt à souscrire. Il s'engage même sur-le-champ et signe le slip présenté par le broker (souscrit sa ligne comme on dit outre-Manche). Nous avons vu plus haut que si la loi n'accordait au slip aucune valeur juridique, la loyauté en affaires à laquelle les souscripteurs du Lloyd's doivent leur renommée, leur fait reconnaître leur engagement et faire honneur à leur signature sans contrainte légale.

De plus, l'assureur accepte toutes les suggestions, ne

se confine pas dans des formules toutes faites sans vouloir jamais en sortir, étudie tous les risques proposés quels que soient leur nature ou leurs dangers, ne se trouve arrêté par aucune tradition. On est sûr de trouver auprès de lui les secours qui s'adaptent à toutes les situations.

Son contrat une fois souscrit, l'assureur ne montre pas des vues moins larges que pendant sa réalisation : les garanties données le sont pleinement, sans restrictions, et les sinistres réglés avec une équité et même une générosité dignes de remarque. Mais l'assureur veut qu'on le traite comme lui-même traite son co-contractant, avec la loyauté la plus absolue ; il s'engage dans son contrat sans arrière-pensée et est prêt à satisfaire à toutes ses obligations qu'elles que puissent être leurs conséquences, mais il entend que l'assuré agisse de même à son égard. Par exemple, le souscripteur ne vérifie presque jamais les indications fournies par le proposant, il présume qu'elles sont exactes et il les prend pour base du contrat ; mais s'il est établi que ces indications étaient erronées, le contrat devient nul. La police du Lloyd's est avant tout un contrat de bonne foi.

En ce qui concerne l'instrumentum, il est établi en un seul exemplaire destiné au client et est en général souscrit pour une année : cet engagement maximum permet des remaniements fréquents de la police, lui donne plus de souplesse par la liberté concédée à l'assuré.

En résumé de ce bref examen, on peut ainsi définir les traits caractéristiques de l'assurance du Lloyd's : « Simplicité, Rapidité, Bonne foi, Progrès ».

SECTION B

L'Assurance française

Au regard de ces divers points, quelle est l'attitude des Compagnies françaises ?

Nous noterons d'abord que, quelle que soit la forme de la société d'assurance — Compagnie à prime fixe, société anonyme dont le but est de réaliser des bénéfices, ou mutuelle, société civile cherchant uniquement à protéger ses adhérents au moyen d'un fonds de réserve — les méthodes employées sont identiquement les mêmes et appellent par conséquent les mêmes observations.

Le système français se différencie du système anglais en ce qu'il cherche, dans sa conception, à écarter de l'opération d'assurance tout caractère de spéculation. Il n'y réussit pas d'une façon absolue, car il demeure toujours une part d'aléa dans la garantie des risques acceptés, mais cette part est évidemment réduite au minimum par l'observation des deux règles suivantes :

1° Les garanties sont accordées moyennant l'application de tarifs basés, d'après l'expérience de nombreuses années, sur le pourcentage des sinistres ayant affecté

la catégorie envisagée. Les Compagnies d'assurances ont ainsi établi une gradation dans les dangers présentés par les divers risques assurables dans chaque branche exploitée, et elles ont établi pour chaque catégorie une série de tarifs, la plupart du temps très compliqués, qui cherchent à s'adapter aussi exactement que possible aux nuances observées dans chaque affaire particulière. Les statistiques doivent démontrer que, si l'on suit ces tarifs, le montant des sinistres se maintient au-dessous de l'encaissement des primes dans une proportion à peu près constante (1). Aussi les Compagnies françaises, désireuses de cristalliser cette certitude, s'écartent-elles le moins possible de leurs tarifs. Mieux encore, elles ont voulu se prémunir contre leur propre faiblesse à cet égard et elles ont décidé, dans leur réunion syndicale du 13 juin 1919, qu'elles ne consentiraient plus à l'avenir aucune dérogation aux tarifs existants, sous peine d'amende ! ;

2° Les participations acceptées sur une affaire déterminée par une Compagnie sont fixées, d'après les catégories de risques, suivant ce qu'on appelle le *tableau de pleins* (2) lui-même établi en tenant compte du danger

(1) On peut noter que jusqu'à présent tout au moins les tarifs des Compagnies françaises n'ont pas suivi la marche ascendante du coût de toutes choses. Un projet de relèvement, très modéré d'ailleurs, est actuellement à l'étude et en attendant, les primes applicables avant la guerre sont majorées depuis le 1^{er} décembre 1919, de 10 0/0 seulement.

(2) Le plein est la part maximum que la Compagnie s'est fixée sur un risque donné.

de chaque risque ainsi que de la puissance de la Compagnie (capital et réserves).

On conçoit qu'une application rigoureuse de ces règles entraîne comme conséquence une étude et une vérification approfondies de tout risque un peu important : les Compagnies délèguent donc des inspecteurs pour toutes les propositions dont elles sont saisies afin de se rendre compte si la prime proposée est bien adéquate au risque et si celui-ci se présente bien ainsi qu'il est indiqué. L'affaire est examinée, non dans son ensemble, comme au Lloyd's, mais dans son détail le plus infime, dans la rédaction même de ses conditions particulières, rédaction qui est susceptible, quand le courtier qui traite l'affaire connaît à fond son métier, d'entraîner des modifications essentielles dans le tarif appliqué ; ce qui montre que par sa complication, ce tarif cesse de servir l'objet auquel il était destiné. Toutes ces opérations demandent évidemment beaucoup de temps et ce n'est qu'au bout de plusieurs jours que la Compagnie formule une réponse de principe.

Mais ce n'est pas tout. Tandis que l'assureur anglais signe son slip au moment de son acceptation, et se considère comme engagé malgré la loi qui lui permet de soutenir le contraire, la Compagnie française estime que seul un contrat signé par les deux parties intéressées engage sa responsabilité et que son acceptation ne suffit pas à le faire (article 6 des conditions générales des

polices incendie par exemple). Ajoutons d'ailleurs que la jurisprudence est fixée en sens contraire et qu'elle voit dans la police d'assurance un contrat consensuel, parfait, dès l'accord des volontés exprimé sûrement (arrêt du Tribunal de la Seine du 31 janvier 1914, Victoria C/de Maleyssie, déjà cité en note page 50). Il est curieux de constater ici qu'en France comme en Angleterre, mais en sens contraire, les assureurs se trouvent en désaccord avec la jurisprudence de leur pays.

Les Compagnies françaises exigent donc l'établissement d'un contrat pour se considérer comme engagées indubitablement. Ce contrat est établi en deux exemplaires signés l'un et l'autre par la Compagnie et l'assuré (sauf cependant quelques rares Compagnies mutuelles qui établissent un exemplaire signé de l'assuré pour la Compagnie, et un exemplaire signé de la Compagnie pour l'assuré). La pratique courante est d'établir ce contrat pour dix années (certains courtiers poussent même l'immoralité jusqu'à faire lier leurs clients pour vingt ans) et les Compagnies ont l'habitude d'insérer, dans leurs conditions générales de polices, une clause de tacite reconduction jouant automatiquement si l'assuré ne dénonce pas, par lettre recommandée, sa volonté de faire cesser l'effet de son contrat, trois ou six mois avant l'expiration normale (1).

(1) Cette tacite reconduction a une portée variable selon les contrats : elle les renouvelle soit pour une durée égale à celle stipulée primitive-

De plus, une police de durée ferme entraîne pour l'assuré le paiement d'une indemnité de réduction ou de résiliation si, au cours de la période prévue, son risque diminue d'importance ou disparaît.

Nous ne voulons pas insister sur les causes de ces pratiques car cela nous entraînerait à des développements en dehors de notre étude, mais nous les signalerons : la Compagnie veut lier ses assurés parce qu'elle croit que c'est la seule façon de les empêcher de la quitter, ce qui est en vérité peu élégant et peu habile ; elle exige une indemnité en cas de réduction ou de résiliation parce qu'elle pratique vis-à-vis des courtiers l'escompte des commissions. A côté du mal, signalons encore le remède : la clause de résiliation annuelle que les courtiers sérieux adoptent le plus souvent possible dans leurs projets et qui donne aux deux contractants la faculté de faire cesser l'effet de la police chaque année moyennant un court préavis (huit jours à un mois).

Toutes les sources de complications et de lenteurs que nous venons de signaler sont encore aggravées par des règles rigides à l'excès qui ne permettent pas à ces administrations que sont devenues les Compagnies françaises d'assurances de faire autre chose que ce qu'elles ont déjà fait jusqu'à présent, de souscrire un contrat dans une

ment (cas général), ou pour une durée fixe indépendante de la première période (un an en incendie pour la plupart des Compagnies à primes fixes : Article 30 des conditions générales de 1913. Cinq ans pour les Compagnies mutuelles...).

autre forme que la forme rituelle, de garantir un risque qu'on n'a pas encore assuré, d'innover en un mot. Ce sont de lourdes machines, très puissantes, sans doute, mais à qui on ne peut faire faire un mouvement non prévu dès leur principe...

Il faut peut-être trouver là une des causes de l'impopularité inouïe qui est l'apanage de ces compagnies. Toute la réglementation qu'elles exigent, toutes les précautions dont elles s'entourent ne peuvent que rebuter les personnes qui sont en rapport avec elles, sans apporter plus de sûreté à leurs tractations. De plus, la méfiance avouée dont elles font preuve tant dans la souscription de leurs contrats que dans les règlements de sinistres qu'elles opèrent, les fait bien souvent accuser de mauvaise foi.

La Compagnie française manifeste d'un esprit étroit en affaires ne comprenant ni les besoins du moment, ni les nécessités du progrès. Son système peut se traduire ainsi : lenteurs, complications, méfiance, routine.

SECTION C

Les Améliorations à apporter au système français.

Nous venons, semble-t-il, de pousser bien au noir le tableau des défauts des Compagnies françaises après avoir exalté les qualités du Lloyd's de Londres ; nous avons pourtant exposé aussi exactement que possible les

deux conceptions étudiées. Mais, est-ce à dire que la situation des Compagnies françaises doive toujours se montrer tellement inférieure à celle de nos voisins et que les assureurs français ne seront jamais capables de se rapprocher des méthodes de leurs collègues anglais ? Ainsi présenté nous pensons que le problème a une solution négative et qu'il est parfaitement possible de marquer chez nous, pour peu qu'on le veuille bien, un sérieux mouvement en avant.

Quelles sont les raisons qui militent en faveur de cette thèse ? C'est que nos assureurs ont d'abord une puissance financière considérable — les grandes compagnies ayant constitué en dehors de leur capital des réserves très importantes — ce qui peut leur permettre d'absorber, indépendamment de leurs réassurances, des pleins (1) beaucoup plus élevés que ceux qu'ils acceptent actuellement, et de donner une extension très sensible à leurs affaires. D'autre part, sans méconnaître les belles qualités manifestées par les hommes d'affaires britanniques, devons-nous admettre que nos compatriotes n'aient pas une faculté d'assimilation et un sens du progrès aussi développés que partout ailleurs, et que la France, en tête des nations a beaucoup de points de vue, reste manifestement en arrière à celui-là ? Avouons que le seul obstacle vraiment sérieux est l'administratisation

(1) Part maximum acceptée sur un risque.

des grandes compagnies où la bureaucratie règne sans conteste; c'est ce courant de traditions, pour ne pas vouloir dire de routines, qu'il est extrêmement difficile de remonter.

Quelques exemples récents nous ont montré que la bonne volonté des compagnies est indiscutable et qu'elles cherchent à secouer leur apathie séculaire, mais ils prouvent aussi, hélas ! l'incroyable force de résistance des préjugés enracinés. Par une décision du 11 décembre 1919, l'Assemblée plénière des Compagnies d'assurances à primes fixes contre l'incendie prenait l'engagement de délivrer aux assurés, ou aux courtiers les représentant, des notes de couverture valables jusqu'à l'établissement des polices régulières — ce qui, étant donnée la désorganisation due à la guerre, devient de plus en plus une opération à long terme — c'était là une excellente mesure. Mais les services intérieurs desdites compagnies, dérangés dans leurs chères habitudes de toujours, ne tardèrent pas à opposer une telle force d'inertie au nouveau principe qu'elle en supprima radicalement et rapidement la pratique. Malgré les efforts des grands courtiers, les errements d'autrefois sur ce point se renouvellent sans amélioration.

Dans la même séance, il avait été décidé que la compagnie apéritrice d'un risque se chargerait de l'étudier et de transmettre le résultat de cette étude à ses co-assureurs éventuels qui, débarrassés de ce souci, auraient pu prendre

ainsi une décision rapide. Un seul contrat aurait été émis et signé par tous les co-assureurs. Cette décision qui avait pour but d'accélérer le mouvement des affaires fut une décision mort-née : elle ne fut jamais appliquée.

De ces considérations, on peut aisément découvrir dans quel sens notre système actuel pourrait être complété ou modifié et combien simple en somme doit être la réalisation du programme suivant :

1° Admission de la pratique de la note de couverture, que les timides essais tentés jusqu'ici ne doivent pas discréditer. Il résulterait en effet, de son usage, une sûreté qui faciliterait grandement les opérations entre compagnies et assurés, une réduction sensible des cas discutables pouvant amener entre eux des frictions préjudiciables aux intérêts de tous. C'est d'ailleurs une question de bonne foi : la Compagnie qui consent à s'intéresser sur un risque doit en accepter immédiatement la responsabilité et rien ne doit la gêner pour en donner une preuve écrite...

2° Expédition plus rapide des affaires. Actuellement, si l'on a besoin de vingt compagnies pour assurer une usine, l'affaire est étudiée par les vingt compagnies ; vingt inspecteurs font vingt visites sanctionnées par vingt rapports — souvent contradictoires — et dans les vingt administrations chaque proposition suit la filière que nous avons indiquée plus haut. La décision du 11 décembre 1919 venait heureusement corriger ce

système en confiant l'étude à une seule compagnie qui dirigeait le risque; chaque compagnie se trouvait ainsi soulagée d'un immense travail, car l'ensemble des affaires se répartissait entre toutes les grandes compagnies de la place. Le tout en aurait été beaucoup plus vite et nous aurions pu voir les affaires solutionnées rapidement ! Ce rêve a failli être une réalité. Encore un effort et il peut l'être. — (Quand une seule compagnie garantit la totalité d'un risque, l'examen peut être rapide, c'est une question d'organisation intérieure).

3° Simplification du nombre des contrats : Ce système déjà en vigueur en ce qui concerne les polices maritimes en France, et tous les contrats d'assurance en Alsace-Lorraine, consiste, en cas de pluralité d'assureurs, à n'établir qu'une police signée par les représentants autorisés des compagnies intéressées. Là encore la difficulté à vaincre ne peut pas être insurmontable.

4° Après les modifications d'ordre matériel que nous venons de voir, nous allons en envisager une série d'autres affectant le fond même du contrat. Et d'abord la question des tarifs : la décision de juin 1919 obligeant les compagnies à ne point déroger aux conditions des tarifs en vigueur, est des plus nuisibles à l'extension des affaires françaises. Un commerçant doit pouvoir, quand il sent que l'affaire qu'on lui propose peut avoir de grandes conséquences pour lui, consentir un petit sacrifice pour la réaliser. Qu'on ne nous objecte pas que ce

commerçant ne peut pourtant pas vendre son produit à perte, que la compagnie d'assurance ne peut pas admettre un tarif qui lui ferait perdre de l'argent. Les compagnies d'assurances, avant juin 1919, ont consenti des dérogations de tarifs importantes, et nous ne doutons pas qu'elles aient fait face largement à leurs obligations. D'ailleurs, combien d'entre elles, et non des moindres, n'admettent-elles pas encore la possibilité, si on y met l'adresse suffisante, de tourner la difficulté et d'obtenir à l'aide de quelque subterfuge de rédaction la diminution souhaitée ? Pourquoi ne pas faire ouvertement ce qu'on autorise clandestinement ? Pourquoi, tout en se servant des tarifs comme d'une base, ne pas savoir les interpréter largement quand la réussite de l'affaire est en jeu sans avoir besoin de recourir aux ressources discutables de notre esprit fertile ?

5° Chaque compagnie exploite un certain nombre de branches : incendie, accidents, vie, vol, etc..., mais chacune de ces branches est séparée de sa voisine par une cloison étanche et il n'est pas permis à l'une de s'ingérer dans les affaires de l'autre. Ces grandes divisions étant posées, jamais il n'est permis à l'une d'elles d'établir un autre genre de police que celle pour l'exploitation de laquelle elle a été créée ; d'où la stagnation parfaite dans la conception des contrats. Or, les besoins varient avec le temps, les nécessités changent avec les circonstances, et tel contrat d'assurance qui était

parfait il y a vingt ans ne constitue plus qu'une garantie très insuffisante à présent. Il faut s'adapter aux désirs des assurés, il faut leur donner ce qu'ils demandent, leur offrir même des combinaisons susceptibles de les intéresser. Les contrats du Lloyd's, par leur infinie variété, peuvent répondre à tous les besoins ; la Compagnie française réplique à son client qui lui dit par exemple, « je voudrais une assurance combinée incendie et pillage en cas d'émeute » — « Je ne garantis pas le risque d'émeute, adressez-vous à côté. » Il est nécessaire que les Compagnies s'affranchissent de ces lourdes traditions et qu'elles créent elles aussi des contrats nouveaux.

On enregistre depuis quelque temps des essais en ce sens de la part d'une ou deux Compagnies, mais peu hardis, portant sur des risques bien définis : tous-risques sur objets dans les expositions, contrats incendie et vol pour mobilier (encore à l'étude). On assiste aussi à l'éclosion de sociétés nouvelles tendant à exploiter des risques non garantis (tous-risques automobiles, tous-risques bijoux, tous-risques voyages, risques d'émeute, de révolution, de pillage, etc...). On voudrait pouvoir dire qu'il s'agit uniquement de sociétés françaises ; elles le sont sans doute, au sens juridique du mot, mais si l'on veut approfondir, on se rend compte qu'elles sont le plus souvent des personnes interposées agissant pour des assureurs anglais, désireux de s'assurer notre clientèle d'une façon directe. Nous pourrions citer telles jeunes

compagnies méritant leur excellente réputation d'intelligence et de solidité dont « l'animateur » est un puissant souscripteur au Lloyd's.

Néanmoins l'essai est intéressant à retenir en ce sens qu'il prouve que des nouveaux types de contrats sont susceptibles de très bien s'acclimater en France et qu'il n'y a aucune raison de ne pas les pratiquer puisqu'ils apportent aux assurés la satisfaction de leurs desiderata, et aux assureurs une abondance d'affaires leur laissant entrevoir des sources considérables de bénéfices.

6° Une dernière observation : les grandes compagnies françaises qui sont des puissances indiscutables au point de vue financier redoutent d'une façon extraordinaire de souscrire de grosses sommes sur les affaires qu'on leur propose ; elles se maintiennent volontairement au-dessous de leurs possibilités et restreignent ainsi le marché français dans une proportion énorme. Il est nécessaire que les Compagnies renoncent à ce système si elles veulent réellement assurer leur supériorité dans leur pays même. La timidité ne doit pas être la vertu du fort ; la prudence seule doit le guider. Encore sur ce point, les assureurs du Lloyd's nous sont un modèle dont nous avons tout à gagner à suivre les exemples.

Pour clôturer cet exposé par une remarque d'une portée générale, nous ne pouvons que constater à nouveau que toutes ces améliorations conseillées aux compagnies françaises ont fait la fortune du Lloyd's et que

leur introduction en France nous rapprocherait de la conception anglaise. Il n'est pas niable que les difficultés à vaincre pour y arriver soient très tenaces mais il est aussi certain que ces réformes sont indispensables étant donné l'état actuel des esprits. Ces organismes rétrogrades que sont les anciennes Compagnies françaises prêtent trop le flanc à la critique pour qu'on ne soit pas tenté, si elles ne sont pas capables de s'adapter d'elles-mêmes au progrès, de les y mener de force... en les supprimant si c'est nécessaire. De cette idée au monopole il n'y a en effet qu'un pas qu'il coûterait bien peu de franchir...

SECTION D

Le Lloyd's des Compagnies françaises

Mais il est une autre idée dont la réalisation complèterait admirablement, à notre avis, les améliorations que nous venons d'envisager.

La conclusion logique qui s'impose, en effet, à la suite de cette étude, est que l'on doit s'assurer auprès du Lloyd's qui offre le maximum de garantie avec le minimum d'ennuis et de formalités ; or, l'assurance au Lloyd's entraîne l'exode des capitaux français à l'étranger, contribue à la hausse angoissante du change, et tend à augmenter l'embarras financier dans lequel nous nous débattons actuellement.

Nous trouverions un premier remède dans les modifications au système français préconisées plus haut mais nous nous heurterions encore à la faculté d'absorption insuffisante des Compagnies françaises. Il ne leur est pas possible de garantir actuellement toute la matière assurable de France. Quel serait donc le moyen d'augmenter encore leur puissance à cet égard ? La formation, en face du Lloyd's de Londres, d'une équivalence : Le Lloyd's de Paris ! Mais, devrions-nous envisager cette création comme la reproduction exacte du Lloyd's de Londres ? Nous ne le pensons pas. Le développement de la corporation a été lent, et s'il fallait attendre les résultats d'un organisme en tous points semblable, créé aujourd'hui, le but cherché risquerait bien de ne jamais être atteint. Il faut surtout faire entrer dans la combinaison nouvelle des personnes déjà très puissantes et déjà entraînées aux affaires d'assurances ; le système préconisé vise, non pas des souscripteurs isolés mais les grandes personnes morales que sont les Compagnies françaises.

Une question se pose alors : sur quelles bases organiser ce groupement ? Nous devons ici développer deux principes :

1° Chaque compagnie conserverait son individualité et continuerait à réaliser ses propres affaires sans y apporter aucun changement. Ce ne serait pas forcément un grand progrès que de supprimer tout le système actuel pour le remplacer par un autre ; notre but est de créer un nouvel

organisme s'ajoutant à ceux existant et non se substituant à eux.

2° Sur leurs bénéfices actuels qui sont en général considérables, les compagnies pourraient sans inconvénient distraire un montant très réduit qu'elles affecteraient à la constitution d'un fonds commun, réserve de l'association nouvelle. Cette association — ce Lloyd's — dirigée par un comité directeur autonome, accepterait de garantir les risques offerts au même titre qu'une compagnie, et chacun des adhérents se trouverait engagé sur les contrats pour un pourcentage fixé d'avance et invariable. On aperçoit immédiatement que les possibilités de ce groupement seraient énormes en ne laissant en définitive qu'une responsabilité infime à chaque compagnie. Les plus grosses affaires pourraient ainsi réduire au minimum les appels faits à l'étranger pour les garantir.

Nous trouvons des embryons de ce système en Angleterre encore : Quand une affaire très importante se présente, les grandes compagnies se concertent; elles s'unissent pour déterminer les conditions qu'elles doivent consentir et pour essayer d'enlever l'ensemble du risque; elles forment ce qu'on appelle un *pool*, mais cette association est toute temporaire et ne vise qu'une affaire spéciale.

Nous observons également en France des essais de groupement : une poussière de petites compagnies, disons

tout de suite de très petites compagnies, ont de-ci, de-là formé des « consortia » pour éviter un sort terrible, la mort à brève échéance faute d'affaires. Néanmoins, il faut noter que l'expérience n'est pas si mauvaise puisque l'union ainsi réalisée a permis à ces consortia de faire subsister des sociétés destinées infailliblement à périr. On juge par là de ce que pourrait faire un Lloyd's des grands assureurs français possédant une puissance formidable du fait de l'union de ces puissants participants.

Nous retrouvons évidemment devant nous le grand obstacle que nous avons signalé lors de l'examen des améliorations à apporter au système français : la Routine se drapant sous l'aspect sacré de la Tradition serait probablement très difficile à vaincre si la présente idée parvenait à s'imposer en France.

Et puis, un autre facteur encore viendrait jouer à l'encontre du projet de concentration : les compagnies d'assurances sont des concurrentes, et elles entretiennent jalousement, à tous les degrés de leur hiérarchie complexe, la haine et le mépris de la voisine. Il est, croyons-nous, impossible de rencontrer plus de malveillance ou même d'animosité entre ressortissants d'une même profession. Pouvons-nous croire que les compagnies mettraient de côté leur amour-propre et viendraient concourir à une entreprise commune ? On pourrait répondre qu'il existe déjà des bases sérieuses propres à

rapprocher des grandes Compagnies : *Le Syndicat* des Compagnies à primes fixes qui groupe la fleur de l'assurance, *le Comité* qui comprend trois des plus grandes Compagnies ; les deux groupements n'ont d'ailleurs pour but que de créer une entente relativement à certains points déterminés comme l'application des tarifs, l'exclusion de certains risques, ou de défendre plus énergiquement les droits des adhérents en ce qu'ils touchent à des questions d'ordre général. Il serait possible de signaler encore la *Commission des tarifs* qui, comme son nom l'indique, a la charge d'établir ou de réviser les primes applicables aux risques assurables. Ces organismes, se maintenant hors de toute Compagnie particulière, participent de chacune d'elles et obligent chacune d'elles à l'observation des décisions qu'ils prennent. Un autre organisme, qui serait le Lloyd's de Paris, malgré sa nature toute différente, pourrait aussi bien naître et se développer.

Nous terminerons en formulant ce vœu que les Compagnies françaises finissent par comprendre le tort immense qu'elles se font en ne s'adaptant pas aux situations nouvelles, et le réparent au plus tôt en apportant plus de souplesse à leur organisation et plus de sens de l'opportunité dans leurs tractations.

Pour cela, il faut rompre avec le passé ! Mais le vent de réformes qui passe sur le monde ne sera-t-il pas assez puissant pour balayer les nuées imposantes de la routine

et permettre à l'assurance de devenir une grande industrie française ? Hélas ! c'est encore un beau rêve, et peut-être ne sera-ce jamais que cela !

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu :

Le Président de la thèse,

G. PERREAU

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
PRÉLIMINAIRES	9

PREMIÈRE PARTIE

Histoire du Lloyd's.

Depuis sa fondation jusqu'à nos jours	11
---	----

DEUXIÈME PARTIE

Organisation et Fonctionnement

TITRE PREMIER

Les Organes du Lloyd's.

CHAPITRE PREMIER. — Les Organes intérieurs.

Section A. — Les souscripteurs ou underwriters 25

Admission. — Fonctions et obligations. — Responsabilités. — Groupes de souscripteurs.

Section B. — Le Comité. 34

Formation et composition. — Fonctions. — Le Lloyd's fire cometee.

Section C. — Le personnel subalterne. 39

CHAPITRE II. — Les organes extérieurs.

Les brokers. — 1^o Fonctions. — 2^o Responsabilités. —

3^o Rémunérations et règlements 40

TITRE II

Formation et Régularisation des contrats

CHAPITRE PREMIER. — Examen des affaires. 44

Présentation aux assureurs. — Appréciation des risques. —
Acceptations.

